

29/04/2021

Rapport ALPHA
Absolute Liberty & Preserved Humanity Association

Appel aux députés et aux défenseurs de la démocratie

Le covid revisité



**Nos vies
Nos libertés
Notre société
Entre NOS mains**

Note à Mesdames et Messieurs les députés (*)

Nous vous lançons cette alerte avec le plus grand respect, dans l'intention de vous être utile. Ce rapport a été réalisé avec soin par un réseau de citoyennes et de citoyens sans parti pris politique, idéologique ou culturel. Toutes les informations mentionnées sont sourcées en annexe. Depuis plus d'un an, nous sommes aspirés dans une tourmente qui n'en finit pas. Dans ce monde qui perd la tête, devenu fou d'excès, de chiffres et d'injections, nous sentons le danger. Quelque chose « cloche » au plus haut niveau, et nous cherchons à savoir quoi.

La recherche de la vérité est l'objet de ce rapport que nous vous proposons de lire attentivement. Ce document n'a rien d'une théorie, il s'attache à établir, sur la base de faits, les tenants et aboutissants de la réalité multilatérale et inimaginable dans laquelle nous sommes plongés. Le but est de susciter un débat démocratique sur les véritables enjeux qui se cachent derrière la crise du covid.

Dans cette période troublée où toute la société appelle au secours, en pliant sous les restrictions que le gouvernement impose, et où l'Etat s'est fait condamner pour des mesures contraires aux droits des citoyens, le rôle de chaque député est primordial.

Au centre de toutes les préoccupations se trouve la prochaine loi pandémie dont les risques d'abus interpellent, et qui devrait être scrutée de près. L'action du Parlement revêt plus que jamais un caractère déterminant. Notre avenir, votre avenir et celui de nos enfants sont en jeu.

ALPHA Citizens International

Absolute Liberty & Preserved Humanity Association
alphacitizens@protonmail.com



« YOU can move the next one »

(*) Le présent document est transmis en FR/NL prioritairement à l'attention de nos estimés :

- 150 députés de la Chambre des Représentants,
- 60 sénateurs,
- 124 députés régionaux du Parlement flamand,
- 89 députés régionaux du Parlement bruxellois,
- 75 députés régionaux du Parlement wallon,
- 94 députés de la Communauté française de Belgique (Fédération Wallonie-Bruxelles),
- 25 députés de la Communauté germanophone de Belgique.

Table des matières

1 Refus d'une société de la peur

2 Un alarmisme généralisé contredit par les chiffres

1. La réalité des chiffres
2. Dangerosité (très) différente selon les âges
3. Deux alliés : l'immunité croisée et les lymphocytes T
4. Des compléments pour renforcer l'immunité
5. Autres points à prendre en compte

3 Le jeu étrange des médias

1. Un parfum de propagande
2. Le retour abominable de la censure

4 Les experts et la manipulation de la grippe H1N1

1. Un sentiment de déjà vu
2. Les experts mis en cause
3. L'industrie pharmaceutique : la plus corruptrice du monde ?
4. Les conflits d'intérêt de l'expert Van Ranst

5 Le pouvoir sidérant conféré aux modèles mathématiques

1. Le taux de reproduction « R » : un indicateur sans nuances
2. L'alerte de nombreux observateurs
3. Le dispositif des autorités en question

6 Le PCR : outil de diagnostic fiable ou processus inadéquat ?

1. Les PCR contestés
2. Mises en garde de l'inventeur du PCR, le prix Nobel Kary Mullis

7 Le cartel GAVI Alliance vaccins : une très discrète et influente organisation

1. Le problème des partenariats « public-privé »
2. L'action vaccinale de GAVI
3. Un nouveau président de poids pour GAVI : José Manuel Barroso
4. Des milliards d'argent public pour GAVI

8 La Fondation Bill & Melinda Gates : philanthropique, vraiment ?

1. Un peu d'histoire
2. Une puissance colossale et des prises de participation discutables
3. Une notion particulière des affaires : le philanthro-capitalisme
4. L'exemple à ne pas suivre : la survaccination contre la polio
5. L'infiltration du système de santé américain
6. La recommandation de Bill Gates : des vaccins à l'infini
7. Une opposition frontale et déterminée : Robert Kennedy Jr
8. Un dangereux président du monde ?

9 La toute-puissante OMS : organisation publique ou intérêts privés ?

1. L'OMS : la principale référence sanitaire des autorités et des médias
2. L'OMS adhère ouvertement à l'idéologie de la Chine
3. L'OMS sous l'emprise des intérêts privés pharmaceutiques
4. L'Etat obtempère aux consignes de l'OMS
5. La vaccination massive préconisée par l'OMS sert le lobby pharmaceutique

6. Un renfort de poids pour l'OMS : Agnès Buzyn
7. C'est quoi la corruption ?

10 Visions prémonitoires, bioterrorisme et sommets pro-vaccins

1. Les visions prémonitoires de Bill Gates
2. Le bioterrorisme : arme de domination massive ?
3. L'hypothèse de l'accident de laboratoire
4. L'organisation troublante d'évènements pro-vaccins préparatoires

11 L'ONU sous la coupe du Forum Economique Mondial - Forum de Davos

1. Partenariat public-privé « stratégique » entre l'ONU et le FEM
2. Augmentation constante de l'influence de la Chine dans les organes de l'ONU

12 L'avenir de nos démocraties se joue à Davos

1. Le rendez-vous incontournable des élites du monde
2. L'idéologie capitalo-communiste de la Chine acclamée à Davos
3. Convergences d'intérêts entre Davos et la Chine

13 Le plan « Great Reset » du Forum de Davos : les citoyens mis à zéro

1. Le livre-programme du FEM : un monde « meilleur » ?
2. L'étonnant silence des médias
3. La sécession des élites : un scénario possible ?
4. L'influence du Great Reset sur la politique
5. Timing troublant et prémonitions contradictoires
6. Digitalisation de l'économie
7. La liberté : pour quoi faire ?
8. Au-delà du Great Reset : le transgénisme homme-machine
9. Une pandémie publique pour une gouvernance mondiale privée

14 Les dérives du passeport sanitaire

1. Que pensent les citoyens de leur dirigeants ?
2. L'identité numérique cachée derrière la vaccination
3. Le passeport vaccinal digital
4. Pas pour les dirigeants politiques
5. Le certificat vert de la Commission Européenne
6. Deux questions en attente de réponse

15 Trois stratégies intelligentes pour en finir

1. La Suède : la vie et l'économie préservées
2. L'Inde : prévenir, soigner et guérir avec des médicaments pas chers
3. Texas : liberté, responsabilité et libre-choix

16 Faux problème pandémique mais vrai problème de société ?

1. Le projet d'une gouvernance mondiale privée extrémiste
2. Les citoyens s'opposent partout dans le monde

Conclusion

1. Protection des cinq libertés fondamentales
2. Une loi pandémie pour aider les citoyens, et non une arme pointée sur eux
3. Des suggestions concrètes pour les élites du monde
4. Encouragements aux députés

1. Refus d'une société de la peur

Les citoyens ont peur, peur des chiffres, peur de la ruine, peur de la police, peur de l'avenir... L'anxiété est partout. Et cette peur paralyse les gens au point de les empêcher de réfléchir logiquement.

C'est le résultat d'un an de course folle des médias derrière le sensationnel ! Rebondissant d'une alerte info covid à une statistique encore plus grave que la précédente.

Souvenons-nous, tout a posé problème : les masques, le gel, l'accueil hospitalier, les homes, les jeunes, les écoles, les voyages, les vaccins, les mutants, les variants, les variants des mutants...

Cette communication ultra-alarmiste et anxiogène a ensuite été reprise par les gouvernements et les experts qu'ils ont choisis pour s'entourer.

Ou était-ce l'inverse, les médias qui courraient derrière les politiciens et les experts ? On ne sait plus en fait. Mais il en reste la perception d'un message unique et commun : il y a toutes les raisons d'avoir peur !

Cette terreur a permis d'imposer aux citoyens toutes les restrictions les plus inimaginables et dures :

- Interdiction de liberté,
- Interdiction de travailler,
- Interdiction de rencontres sociales et familiales,
- Interdiction de sport,
- Interdiction de culture,
- Interdiction de restaurants,
- Interdiction de vie étudiante,
- Interdiction de voyages, etc...

... Et aussi les mesures les plus injustes :

- Comment ne pas se souvenir du ministre Frank Vandenbroucke qui a revendiqué la fermeture des commerces dans un but d'« effet choc » ? Le tout parfois sans aucune perspective de retour à la vie normale.
- Les importantes amendes policières fixées parallèlement qui tentent d'intimider toute possibilité de désobéissance.

Et de plus, le gouvernement et la police encouragent les gens à la collaboration et à la délation, comme aux heures les plus noires de notre histoire.

En réalité, sous le prétexte de la pandémie, l'Etat nous force et étouffe nos droits et libertés :

- L'Etat limite nos déplacements,
- L'Etat suspend notre droit au travail,
- L'Etat restreint notre droit à l'enseignement,
- L'Etat menace notre diversité culturelle,
- L'Etat trace nos GSM,
- L'Etat encourage la police à pénétrer de nuit dans nos domiciles,
- L'Etat réprime violemment notre droit à la manifestation,
- L'Etat s'empare de nos données médicales, etc...

Ces négations du Droit ont lieu simultanément dans de nombreux pays, sans débat ni décisions parlementaires, en contournant les autorités de contrôle telles que, en Belgique, le Conseil d'Etat et l'Autorité de la Protection des Données.

Quelques exemples :

- Belgique : manifestants pacifiques encerclés par des policiers en tenue de combat, avec, en violation de la liberté de manifester, prises d'identités et fichages photographiques.
- Angleterre : deux jeunes condamnés à 11.000 £ pour une bataille de boules de neige.
- Allemagne : camps de détention pour les récalcitrants, et relents de notre pire Histoire.

Il est particulièrement préoccupant qu'Amnesty International dénonce que le problème est d'ampleur internationale, comme si cela était coordonné entre plusieurs Etats et gouvernements. Dans son rapport annuel 2020 sur la situation des droits humains dans le monde, Amnesty fustige le manque de leadership de nos dirigeants et souligne que « *La pandémie a servi de révélateur, mettant en évidence la médiocrité, les mensonges, l'égoïsme et la fourberie de dirigeants politiques de la planète* ».

La présidente de la Ligue belge des droits humains, Madame Olivia Venet, dénonce quant à elle que « *Les gouvernements décident en opposition au citoyen...* ».

En Belgique, les constitutionnalistes et les politologues tirent la sonnette d'alarme. Ils dénoncent la gestion de crise du gouvernement à coups d'arrêtés ministériels : notre Constitution et notre cadre légal imposent des limites au pouvoir de l'État qui ne peut agir seul et de façon abusive envers ses citoyens. Il n'est pas légal que les mesures covid soient maintenues depuis des mois, ou ainsi perpétuées. Il faut rétablir d'urgence la démocratie. Lors de l'adoption des premières mesures, l'absence de débat était justifiée par l'urgence et l'exception. Mais désormais c'est différent :

- Il n'est plus possible d'invoquer la surprise ou l'urgence.
- Ces mesures ont perdu leur caractère d'exception.

Le gouvernement serait donc en train de basculer dans un régime autoritaire récurrent qui tenterait de s'installer dans la durée. Ce serait une totalitarisation de la société, et il faut agir pour stopper cette dérive, quitte à devoir s'inspirer du président Thomas Jefferson : « *When tyranny becomes law, resistance becomes a duty!* »

Heureusement certains scientifiques dénoncent ces excès et leur impact sur la santé mentale des Belges. La peur est un moyen de manipulation. Elle est aussi un révélateur du niveau de dégradation d'une époque. Mais elle peut aussi se dominer. Et les consciences commencent à s'éveiller. Les gens bougent, et les citoyens se lèvent pour défendre leurs droits et leurs libertés.

L'action citoyenne à mener : Sortir de notre « trop-peur » ! Pardon : de notre torpeur !... Retrouver de la confiance et dire **NON à la peur**.

QUESTION 1 :

➤ ***Le gouvernement va-t-il enfin cesser d'instrumentaliser les forces de l'ordre qui répriment plutôt que protègent, et va-t-il respecter les règles démocratiques ainsi que le cadre légal de l'Etat ?***

2. Un alarmisme généralisé contredit par les chiffres

C'est chaque fois la même chose, dès que certains chiffres covid sont meilleurs, c'est aussitôt pour nous dire que les experts craignent :

- Une nouvelle vague ... or les chiffres de mortalité sont en chute libre depuis fin 2020.
- Une augmentation des cas ... or un cas ne veut rien dire tant qu'on n'est pas malade.
- Un nouveau variant ... or de tels virus mutent tout le temps, tout en s'affaiblissant.
- Un manque de lits ... or ça n'a pas de sens, on ferait comment en cas de guerre ?

On n'écoute plus ces oiseaux de mauvais augure, et on regarde les chiffres.

1. La réalité des chiffres

Chiffres Belgique (27/04/21)	
Nombre officiel de victimes	: 24.065 (*)
Population totale	: 11.630.900
Taux de mortalité officiel	: 0,21% (*)

(*) Ce pourcentage est exagéré car l'ordre des médecins a reconnu avoir attribué au covid un nombre excessif de victimes.

- Selon Statbel, la mortalité en Belgique en 2020 est de 127.314 décès, et la mortalité moyenne pour les trois années précédentes est de 109.673 décès. La surmortalité due au covid en 2020 est donc de 17.461 décès, ce qui correspond à un taux de mortalité de 0,15%, et non 0,20% ou 0,21% selon les sources officielles. Ceci confirme l'exagération (estimée à 27%) du nombre de victimes imputées au covid, comme l'a reconnu l'ordre des médecins.
- Avec une mortalité réelle de 0,15% en Belgique, la mortalité du covid est équivalente à celle de la grippe qui est en moyenne de 0,14%. Or on n'a jamais arrêté le pays pour la grippe.

- Amnesty International estime dans son rapport annuel que 11.500 personnes seraient décédées du covid dans les maisons de repos en Belgique. Outre ce fait interpellant, cela réduirait donc le nombre de décès dans la population active à +/-17.500 - 11.500 = +/-6.000 personnes, c'est-à-dire une proportion de 0,05%, ce qui apparaît négligeable par rapport aux conséquences des restrictions imposées aux 11.600.000 habitants du Royaume.
- Le taux de mortalité en Belgique pour l'année 2020 est de 1,11%, c'est-à-dire très loin d'être le plus haut taux de décès jamais enregistré, puisque ce taux ne se situe qu'à la 147^{ème} place sur les 180 années de statistiques. On peut dès lors se demander où est la pandémie.
- La population mondiale quant à elle est passée de 7,70 milliards d'humains en 2019 à 7,75 milliards en 2020, soit une augmentation estimée de 0,6%. Rien à voir avec une pandémie.
- Quant au cancer en Belgique, sa létalité est en moyenne de 25,8% chaque année, soit une estimation de 32.847 personnes en 2020. Donc le cancer est 88% plus meurtrier que le covid, mais on ne boucle pas tout le pays sous ce prétexte.
- Enfin, l'âge moyen des victimes du covid est très élevé, supérieur à 81 ans, et réparti ainsi :
 - 78 ans pour les hommes
 - 85 ans pour les femmes.

Or, selon Statbel, l'espérance de vie normale en Belgique est de de 81,8 ans (chiffre 2019) :

- 78 ans et 9 mois pour les hommes
- 83 ans et 8 mois pour les femmes.

Cela montre que le covid n'a pas d'effet significatif sur l'espérance de vie, et que c'est loin d'être une menace vitale pour la population.

En regard de ces chiffres indiscutables, les restrictions s'avèrent non fondées et hors de proportion. Cela suggère de devoir décider d'arrêter toutes les mesures covid excessivement contraignantes immédiatement.

2. Dangérosité (très) différente selon les âges

On en apprend beaucoup en regardant les impacts très différents selon les catégories d'âge :

Classe d'âge	Taux de survie en cas d'atteinte par le virus (*)		
	Taux de survie	Proportion	Létalité
0-24 ans	99,99%	28% de la population	0,01%
25-44 ans	99,97%	26% de la population	0,03%
45-64 ans	99,70%	27% de la population	0,30%
65-74 ans	97,52%	10% de la population	2,48%
75-84 ans	94,47%	6% de la population	5,53%
85-100 ans	90,84%	3% de la population	9,16%

(*) Source DS-infografiek - Universiteit Hasselt - De Standaard

Si on établit deux classes d'âge « Forces économiques actives » (0-64 ans) et « Aînés » (> 65 ans) :

Classe d'âge	Taux de survie	Proportion	Létalité
Forces économiques : 0-64 ans	99,89%	81% de la population	0,11%
Aînés 65-100 ans	95,54%	19% de la population	4,46%

Ces chiffres confirment ce qu'on sait déjà :

- Plus on est jeune, moins il y a de risque. Si on a moins de 45 ans, la létalité est inférieure à 0,03%.
- La létalité augmente avec l'âge, et ce de façon plus importante à partir de 75 ans.
- Le risque de décès pour la catégorie des (0-64 ans) n'est que de 0,11% en cas de covid. Le danger est donc négligeable pour cette catégorie. Les gens de cette tranche d'âge devraient être libres de vivre, travailler et consommer normalement. C'est l'intérêt général.
- Le risque de décès pour la catégorie des (65-100 ans) est de 4,46% en cas de covid, soit 40x plus que la catégorie précédente. Cette tranche d'âge pourrait adopter des protections spécifiques.

Le cas des jeunes apparaît très interpellant, et une étude menée par le groupe d'experts « psychologie et corona » auprès d'étudiants révèle des chiffres alarmants : en avril 2020, le chiffre concernant l'état de dépression était de 35% ; un an plus tard il est monté à 55%... Plus de la moitié des étudiants du supérieur se trouve aujourd'hui dans un état de dépression et d'anxiété. On a donc d'un côté un virus qui ne fait pour ainsi dire pas de victimes chez les jeunes, et de l'autre des restrictions imposées par le gouvernement qui causent des altérations graves de leur santé, au point d'être irrécupérables et même fatales. Quel qualificatif pourrait objectivement caractériser une telle situation ?

3. Deux alliés : l'immunité croisée et les lymphocytes T

Une majeure partie de la population dispose déjà d'une immunité contre le covid. Celle-ci est due dès le plus jeune âge soit à des précédents contacts avec le virus, le Sars-CoV-2 ou celui du SRAS en 2003, soit avec d'autres coronavirus fréquents, comme un simple rhume. Ceux-ci représentent 30% des coronavirus. Ce phénomène naturel très utile est dénommé « immunité croisée ». Cette protection n'est pas basée sur des anticorps mais sur une immunité cellulaire naturelle via les lymphocytes T. Celle-ci reconnaît les anciens germes d'infection, même après de nombreuses années, au contraire des anticorps qui ne subsistent dans l'organisme que quelques semaines ou quelques mois. Certains experts estiment que 70 à 85 % de la population serait déjà protégée contre le covid. On pourrait donc considérer que l'immunité de groupe est acquise et que la vaccination est inutile, sauf cas particuliers de personnes vulnérables. Au contraire, les vaccins risquent d'endommager ou détruire cette immunité, en particulier chez les enfants et les nouveau-nés que dans certains pays on commence à vacciner. En Belgique, une source sûre nous avertit que la firme Pfizer élaborerait actuellement des vaccins à l'attention des écoliers pour la rentrée de septembre prochain...

4. Des compléments pour renforcer l'immunité

On pourrait aussi soulever qu'une politique de santé publique qui se soucierait réellement de la santé de la population consisterait avant tout à organiser des campagnes de renforcement de l'immunité naturelle au moyen de compléments tels que vitamine D, zinc et sélénium pour ne citer que ceux-là. Plusieurs études ont montré leurs efficacité sur l'immunité, et la majorité de la population est en déficit de ces éléments. De plus, cela coûterait moins cher que ruiner l'économie. Par exemple, en cas d'alerte nucléaire, les autorités ont prévu des pastilles d'iode pour renforcer la résistance des gens, alors pourquoi ne rien faire ici ?

5. Autres points à prendre en compte

- Notre nature humaine est de vivre en symbiose avec une quantité élevée de virus.
- Se réunir socialement est essentiel pour notre bien-être et notre santé mentale. Sans cela nous déperissons. De plus, trop se distancier détruit notre immunité.
- En matière médicale, les erreurs de traitement du début sont désormais évitées.
- La maîtrise des complications éventuelles s'est fort améliorée.
- Les soins par médicaments connaissent d'immenses progrès avec des succès avérés.

Ces considérations et excellents chiffres devraient permettre, tant aux autorités qu'aux citoyens, de définitivement se rassurer et de reprendre sans plus attendre le cours d'une vie normale.

QUESTION 2 :

➤ *Sur base de ces chiffres objectifs et rassurants, comment le gouvernement pourrait-il encore continuer à bloquer le pays, et en particulier les jeunes et les étudiants, au prix de conséquences incalculables ?*

3. Le jeu étrange des médias

1. Un parfum de propagande

Comme les grands médias (MSM) dépendent directement d'intérêts financiers et politiques liés, si la peur à susciter est à l'ordre du jour de ces derniers, il ne faut pas s'étonner qu'elle constitue la toile de fond du discours transmis. En outre, l'agitation permanente et l'inflation sensationnaliste formant le style propre des médias de masse, ces derniers constituent dans ce cas des multiplicateurs institutionnels de la production de la peur. Dès lors, on n'ose plus allumer la télévision ou ouvrir un journal tant le propos y apparaît anxiogène et le matraquage abrutissant. Que diable ont nos télévisions à ne montrer que des gens en train de se faire piquer ? Et pourquoi nos journaux ne publient-ils que des articles orientés pour tenter de justifier l'injustifiable ? Les subsides importants que les médias grand public perçoivent les obligeraient-ils à reproduire fidèlement une pensée unique ?

On sait que les événements sont perçus par les gens comme plus graves qu'en réalité lorsque leur couverture médiatique est excessive. Or une étude montre que la façon propagandiste dont la pandémie et les vaccins sont ressassés, d'une façon inédite, donne le vertige aux gens :

74% des gens interrogés sont excédés par cette propagande assourdissante

- Ils pensent que le sujet du covid est trop traité,
- Ils expriment une saturation et prennent de la distance,
- Ils tournent le dos aux médias anxiogènes,
- Ils cherchent des sources d'informations alternatives de qualité.

60% des gens interrogés ne croient plus à l'indépendance et l'impartialité des journalistes

- Ils disent que les journalistes ne résistent pas aux pressions politiques,
- Ils sont persuadés que les journalistes ne résistent pas aux pressions financières.

Exemple récent :

Le journal « Le Monde » dont l'indépendance et la qualité sont corrompues par la Fondation Gates qui y a investi les montants suivants :

- Entre 2014 et 2019 : plus de 4 millions USD
- En 2020 : plus de 2 millions USD (estim.)

Exemple historique :

David Rockefeller lors d'une réunion du groupe de Bilderberg à Baden-Baden en 1991 :

« Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au Time Magazine et à d'autres grandes publications dont les directeurs ont participé à nos réunions et tenu leurs promesses de discrétion pendant près de 40 ans. Il eût été impossible pour nous de développer notre plan pour le monde si nous avions été exposés à la publicité pendant ces années-là. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué, et prêt à marcher vers un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est certainement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée au cours des siècles passés... »

Mais la population n'est pas dupe, loin de là, et beaucoup de gens, écœurés par tant de désinformation ont perdu confiance dans les organes d'information officiels ou grand public, et se disent désormais vaccinés contre les médias...

2. Le retour abominable de la censure

En plus de cette propagande généralisée, une censure abominable, qu'on croyait définitivement disparue de nos sociétés, revient en force à l'occasion d'un coup d'Etat numérique par certains géants du Net appartenant au club exclusif des GAFAM (comprenant notamment Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft, sans oublier LinkedIn, Twitter, Instagram, Whatsapp, Netflix etc...) :

- Facebook supprime désormais les « fausses allégations sur les vaccins » et les thèses jugées complotistes sur le covid. Il interdisait déjà les messages d'inquiétude à propos de la vaccination, et supprime à présent ceux jugés nocifs sur le covid qui pourraient nuire au programme vaccinal.
- Twitter et Facebook suspendent les comptes de ceux qu'ils qualifient d'ennemis : Trump, Bolsonaro, Giuliani... Sous ce prétexte c'est la liberté d'expression qui est attaquée, et les géants du Net renforcent encore plus leur toute-puissance.

- Instagram a supprimé le compte de Robert Kennedy Jr., avocat célèbre pour sa lutte contre Monsanto. On lui reproche sa « désinformation sur les vaccins ». Robert Kennedy dément vigoureusement en démontrant qu'il informe avec objectivité. Il est le chef de file d'un combat énergique contre les agissements de la Fondation Gates.
- En Hollande, le Dr. Peter Borger, biologiste moléculaire néerlandais, a vu son compte LinkedIn supprimé pour avoir tenu des propos scientifiques à l'encontre des tests PCR et de leur utilisation douteuse. Il est très médiatisé et très écouté.
- En France, le même sort a été réservé à la généticienne Alexandra Henrion-Caude.
- En France encore, en matière de recherche médicale aussi la censure fait des dégâts : le Comité de pilotage national des essais thérapeutiques (Capnet) a refusé à l'Institut Pasteur de Lille la priorité nationale dans sa recherche avancée d'un médicament alternatif à un vaccin.
- En France toujours, l'accréditation du journal France-Soir est remise en cause par la ministre de la culture Roselyne Bachelot (ex-ministre de la santé...). C'est une attaque contre la liberté d'expression et contre un média libre qui offre aux citoyens une autre lecture de l'information et de la gestion de crise. En effet, France-Soir a montré que nombre de décisions prises par le gouvernement ne reposent pas sur des critères scientifiques, mais sont des choix politiques et idéologiques. Dernières nouvelles : un jugement positif vient d'être rendu en faveur de France-Soir.
- Aux Etats-Unis, alors que les inquiétudes au sujet des dangers des vaccins grandissent, la Maison Blanche et l'administration Biden sollicitent l'aide des géants des réseaux sociaux (GAFAM) pour censurer ce qui est considéré comme désinformation sur les vaccins et supprimer les publications qui s'écartent des informations officiellement distribuées.
- Partout dans le monde, les journalistes des grands médias, comme par exemple ceux de la BBC, reconnaissent qu'ils ne peuvent pas interviewer les représentants de ceux qu'on qualifie d'« anti-vaxxers » ou d'« anti-lockdown », qu'ils aient raison ou non...

Ces censures organisées sont une atteinte préoccupante à la liberté d'information qui est un moteur essentiel des démocraties. Ce n'est guère rassurant quant au pouvoir dominant que les grands groupes de presse privés et les GAFAM exercent sur nos sociétés.

QUESTION 3 :

- ***Dans quelles mesure les médias seraient-ils responsables d'avoir alimenté la peur et l'anxiété à toutes les couches de la population jusque dans les sphères du pouvoir, au point d'entraîner la panique et des mauvaises décisions ?***

4. Les experts et la manipulation de la grippe H1N1

1. Un sentiment de déjà vu

Le scénario de la crise actuelle du covid semble en tous points similaire à celui du virus respiratoire grippal H1-N1 qui avait embrasé les esprits en 2009. La tentative de vaccination de masse fut finalement avortée à cause des effets secondaires et de la peur des gens à l'égard des nouveaux vaccins, mais les sociétés pharmaceutiques furent grassement dédommagées. L'OMS fut ensuite fortement critiquée dans un rapport du Conseil de l'Europe pour sa gestion de la crise, car de graves lacunes furent identifiées au niveau de la transparence des décisions d'achat des vaccins liés à la pandémie. Ce rapport confirma :

- L'influence néfaste que l'industrie pharmaceutique exerça sur les décisions,
- Les conflits d'intérêts qui impliquaient les experts, en particulier ceux du comité « Influenza » qui conseillait le gouvernement, dont le virologue Marc van Ranst était commissaire, et l'expert Yves Van Laethem président. Ceux-ci recommandèrent au gouvernement le vaccin de GSK.

2. Les experts mis en cause

Le président de la commission pour la santé du Conseil de l'Europe à l'époque, le Dr Wolfgang Wodarg, a résumé ainsi les choses : « *Ils ont organisé la psychose.* ».

Le 18 décembre 2009, Wodarg a transmis ses conclusions dans une motion au Conseil de l'Europe :

Fausse pandémie – Une menace pour la santé :

« Pour promouvoir leurs médicaments brevetés et leurs vaccins contre la grippe, les sociétés pharmaceutiques ont influencé les scientifiques et les autorités responsables des normes de santé publique, afin qu'ils alertent les gouvernements de la planète. Ils les ont incité à gaspiller des ressources - déjà peu abondantes - destinées aux soins de santé en faveur de stratégies de vaccination inefficaces, exposant ainsi inutilement des millions de personnes en bonne santé au risque d'effets secondaires non connus de vaccins n'ayant pas été suffisamment testés... »

Par ailleurs, la soumission de l'Etat belge au secteur pharmaceutique a provoqué un scandale inoubliable et heurté toutes les couches de la population. Ce fut même dénoncé par un collectif de citoyens dans une lettre ouverte au gouvernement Leterme. Celle-ci pointait déjà le double jeu de l'expert Van Ranst, mais cette lettre est restée sans réponse.

3. L'industrie pharmaceutique serait-elle la plus corruptrice du monde ?

On peut s'interroger en apprenant qu'une étude universitaire américaine de l'Université de Charlottesville a montré que l'industrie pharmaceutique, avec laquelle sont liés beaucoup d'experts, serait la plus corruptrice du monde : aux Etats-Unis, en 13 ans, les sociétés pharmaceutiques ont été condamnées pour malversations, informations mensongères et effets secondaires à une somme objectivement hallucinante de 30 milliards USD. Ceci représenterait donc en moyenne chaque année pour plus de 2,3 milliards USD d'agissements répréhensibles. Qui accepterait qu'un gouvernement se réfère uniquement à un tel milieu pour organiser le soi-disant bien-être et la santé des citoyens ?

4. Un exemple : les conflits d'intérêt de l'expert Van Ranst

Le virologue Marc Van Ranst, proche des autorités et du ministre de la santé Frank Vandenbroucke, est un exemple de ces conflits d'intérêts fréquents, susceptibles de gravement fausser l'action et les décisions du gouvernement. Début 2019, lors d'un exposé à Chatham House (Royal Institute of International Affairs à Londres), puissant lobby de multinationales, cet expert y a mentionné ses conflits d'intérêt depuis 20 ans en tant que membre du Conseil pour pas moins de 6 grandes sociétés pharmaceutiques : GSK, Sanofi-Pasteur, Merck, J&J, Abbot, Biocartis.

Lors de son exposé, cet expert explique avec complaisance comment il avait déjà procédé, dix ans auparavant, pour obtenir une réaction massive en faveur de la vaccination contre le virus H1N1. Tout d'abord, il avait pris contact avec des journalistes afin d'être considéré comme « l'expert incontournable » et toujours disponible, ensuite il leur avait répété avec insistance un message alarmiste et compté sur eux pour le diffuser avec toute la dramatisation souhaitée, sur le thème : le vaccin ou la mort. La peur est donc utilisée non pas tant pour briser les résistances que pour obtenir l'acceptation volontaire de toutes sortes de contraintes, y compris lorsqu'elles sont déclassées pour être remplacées par d'autres présentées comme tout aussi impératives. Que le procédé puisse servir à satisfaire des intérêts particuliers ou des projets de domination sous couvert d'expertise, ou qu'il soit simplement un instrument de fortune au sein d'une société de masse sensible aux émotions plus qu'aux arguments élaborés, le fait est là.

Mais ça ne s'arrête pas là, l'expert Van Ranst est encore sujet à d'autres conflits d'intérêt via le laboratoire Rega Institute qu'il dirige à la KUL. Celui-ci aurait reçu de la Fondation Gates :

- 713.372 USD en mars 2020
- 1.878.257 USD en novembre 2018.

Tout cela semble de nature à poser de sérieuses questions quant au manque de crédibilité que suscite une telle confiance de la part des autorités. En effet, on ne peut nier que les conflits d'intérêts auxquels les expert sont exposés sont susceptibles de rendre leurs recommandations peu fiables, voire douteuses.

QUESTION 4 :

➤ ***Les conflits d'intérêt répétés de certains experts excessivement influents, comme déjà dénoncés lors de la grippe H1N1, ne constitueraient-ils pas un argument majeur de nature à remettre en question l'analyse et l'interprétation de la pandémie ainsi que la crédibilité des décisions ?***

5. Le sidérant pouvoir conféré aux modèles mathématiques

Le modèle d'analyse pandémique utilisé par les experts est un processus mathématique opaque, qui a mené à de nombreuses mesures aberrantes aux yeux des gens. Plusieurs inexactitudes et anomalies majeures seraient identifiées :

1. Le taux de reproduction « R » : un indicateur sans nuances

Cet indice de contagiosité fournit une interprétation de la propagation du virus. C'est une formule théorique complexe, pour ne pas dire inexplicable. Les résultats sont des valeurs différées dans le temps et calculées sur base de moyennes qui sont :

- Trop générales que pour être appliquées aveuglément à l'ensemble de la population.
- Qui ne tiennent pas compte des spécificités des différentes catégories.

Ce type de généralisation mathématique erronée entraîne un totalitarisme sanitaire infondé. Il faudrait des mesures adaptées aux différentes régions, entités et catégories d'âge.

2. L'alerte de nombreux observateurs

Les scientifiques indépendants considèrent que les chiffres des autorités ne sont pas crédibles, voire fantaisistes. Ils se plaignent de ne pas recevoir de données fiables et réclament le partage transparent de toutes les données en « open data ». Les conclusions que les experts du gouvernement déduisent de leurs analyses sont fausses, et sont prétexte à imposer des restrictions injustifiables.

L'historien Yuval Harari avertit solennellement que les populations sont face à un choix historique particulièrement important entre la surveillance totalitaire et la préservation du pouvoir citoyen. Les grands défis sont :

- Empêcher l'émergence d'un pouvoir politique dans laquelle la surveillance « hypodermique » et sanitariste serait le prétexte à tous les abus,
- Combattre le risque de passer d'une surveillance épidémiologique à une surveillance policière omniprésente qui détruirait irrémédiablement nos libertés,
- Refuser que des restrictions temporaires, que les citoyens ont acceptées par civisme, puissent devenir permanentes à des fins de domination politique.

Dans le même ordre d'idée, l'économiste de la santé Lieven Annemans, ex-membre du Ceval, a relevé et dénoncé :

- Des chiffres trompeurs,
- Des restrictions disproportionnées et inutiles,
- Une dramatisation anxiogène néfaste pour la santé et le bien-être des gens.

3. Le dispositif des autorités en question

Non seulement les résultats d'analyse pandémique par les experts paraissent très discutables, mais en plus l'organisation des comités stratégiques par les autorités semble critiquable :

- Les experts et les politiques y règnent, mais les médecins généralistes en sont exclus.
- Les mesures sont décidées de façon opaque comme dans un « temple de la science ».
- Les experts n'ont jamais vu ou soigné un malade du covid,
- Les excès décisionnels sont tels que le gouvernement ne communique plus et ne se justifie plus.

Les associations de médecins expriment leur désapprobation. Le gouvernement les exclut purement et simplement, en négligeant leur expérience et leur efficacité, alors qu'ils apporteraient un regard libre sur les vraies bonnes décisions à prendre. De plus, sur le terrain, les médecins et le personnel soignant ont montré un courage extraordinaire, et ce ne serait que justice de leur rendre l'influence qu'ils méritent. Ils pourraient notamment :

- Traiter les gens au stade précoce en tant que première ligne médicale,
- Assurer le suivi complet de la prise en charge des patients,
- Privilégier des traitements efficaces et peu coûteux,
- Dédramatiser et rassurer la population.

Au contraire on leur impose « d'en haut » des directives et des protocoles vaccinaux stricts qui, s'ils ne sont pas respectés, aboutissent à des lourdes sanctions de la part de l'ordre des médecins.

QUESTION 5 :

➤ ***Pourquoi le gouvernement de ne communiquerait-il pas ses chiffres en « open data », et sur quelles base se retrancherait-il derrière de mystérieux modèles mathématiques pour imposer ses vues, alors que cela n'a pas fait l'objet d'accords ou de discussions démocratiques ?***

6. Le PCR : outil de diagnostic fiable ou processus inadéquat ?

1. Les PCR contestés

Le PCR (Polymerase Chain Reaction) est considéré par les autorités et les experts comme la référence absolue en matière de test, ainsi que par l'Europe et les médias qui s'y réfèrent abondamment. Or les nombres de cas obtenus via les PCR sont de plus en plus contestés car :

- Pour pouvoir mettre sur le marché un nouveau dispositif médical, tel que le PCR, il faut avoir un marquage CE. Le PCR ne peut alors être employé que pour l'usage pour lequel il a été conçu (« intended use »). La notice d'utilisation PCR stipule que :
 - Un PCR positif ne signifie PAS qu'une personne est infectée.
 - Un PCR négatif ne signifie PAS qu'une personne n'est pas infectée.
 - Le PCR ne peut PAS être utilisé chez des personnes sans symptômes (cas les plus fréquents).
 - Le PCR ne peut être utilisé QUE dans le cas du recoupement d'un diagnostic différentiel.
 - Si le PCR d'une personne est positif, et qu'elle présente des symptômes, cela ne signifie PAS qu'il s'agit d'un cas de covid. Il pourrait s'agir d'un virus différent, et il faut toujours rechercher la possibilité d'autres agents pathogènes.
- Le PCR ne sait pas faire la différence entre des fragments de virus vivants, et des anciens fragments de virus morts, dont on garde les traces plusieurs mois.
- Le PCR agit comme un miroir grossissant via un nombre de cycles d'analyse de plus en plus élevé. Or il a été utilisé partout, suivant les indications de l'OMS, au-delà de 35 ou 40 cycles, ce qui donne des résultats exagérés et inexacts. Sous la pression de scientifiques indépendants, le nombre de cycles recommandé par l'OMS a été ramené à 20 ou 25, et le nombre de cas détecté diminue désormais.

2. Mises en garde de l'inventeur du PCR le prix Nobel Kary Mullis

L'inventeur du PCR, le prix Nobel Kary Mullis, décédé en 2019, s'est exprimé à ce sujet en fixant les limites du « processus PCR » qui montrent son usage actuel inadapté et les erreurs de diagnostic qui en découlent :

- « *Je ne pense pas que vous puissiez vous tromper dans l'utilisation du PCR, mais bien dans son résultat, ou l'interprétation de celui-ci* ».
- « *Si on ne pouvait trouver aucun virus en vous, et bien avec le PCR si vous le faites d'une certaine façon, on peut trouver presque tout et n'importe quoi chez n'importe qui* ».
- « *C'est pourquoi le test PCR ne dit pas que vous êtes malade, et il ne dit pas que la chose qu'on vous aurait trouvée va vous impacter ou quoi que ce soit d'autre...* ».

A aucun moment Kary Mullis n'associe le PCR au mot « test » mais bien au mot « processus », tout en veillant à le spécifier comme un mode de mesure, et non une méthode de diagnostic.

QUESTION 6 :

➤ ***Les sérieux doutes sur la validité des PCR comme instruments de diagnostic ne constitueraient-ils pas un deuxième argument majeur de nature à remettre en question l'analyse et l'interprétation de la pandémie ainsi que la crédibilité des décisions ?***

7. Le cartel GAVI Alliance vaccins : une très discrète et influente organisation

En 2000, le cartel GAVI Alliance vaccins a été créé à l'initiative de Bill Gates sous la forme d'un partenariat « public-privé » réunissant :

- La Fondation Gates
- Les multinationales pharmaceutiques (premiers producteurs de vaccins au monde)
- L'OMS,
- L'UNICEF (premier acheteur de vaccins au monde),
- La Banque Mondiale (réputée servir les multinationales).

1. Le problème mondial des partenariats « public-privé »

Les partenariats « public-privé » constituent un problème majeur de nos démocraties. Ces financements d'organismes publics par des privés sont critiqués car c'est un moyen pour les multinationales de leur imposer leur idéologie. Quant aux Etats censés financer ces organismes public, la plupart sont surendettés, et l'intervention du privé est pour eux un moyen d'aménager leur dette publique. Les études montrent que les partenariats « public-privé » n'apportent pas de bénéfice de coût ou d'efficacité, et que ces mécanismes sont en réalité nuisibles à la démocratie.

2. L'action vaccinale de GAVI

L'objectif de GAVI consiste à « augmenter les programmes de vaccination dans les pays pauvres ». Toutefois on constate que GAVI agit partout dans le monde pour pousser la vaccination obligatoire, notamment avec les nouveaux vaccin ARNm. De plus son organisation pose question : ce partenariat « public-privé » sous le leadership de la Fondation Gates réunit sous une casquette d'intérêts communs le plus grand prescripteur, les plus grands vendeurs et le plus grand acheteur de vaccins. C'est une porte ouverte à de nombreux conflits d'intérêts et abus à une échelle mondiale.

3. Un nouveau président emblématique pour GAVI : José Manuel Barroso

Le nouveau président de GAVI a de quoi interpellier : pour diriger cette force de frappe mondiale, le conseil d'administration de GAVI s'est doté, en septembre 2020, d'un nouveau président bien connu, José Manuel Barroso, qui est Ex-président de la Commission européenne, et président non exécutif de la banque Goldman Sachs International à Londres. Barroso a laissé une impression douteuse à l'Europe lorsqu'il rejoignit Goldman Sachs, lourdement condamnée pour sa responsabilité dans la crise des sub-primes en 2008. A noter que Barroso fréquente assidûment le groupe Bilderberg, réseau affairiste réputé le plus puissant du monde.

4. Des milliards d'argent public pour GAVI

Le financement de GAVI attire la curiosité par ses aspects excessivement discrets et complexes. Ses principales sources sont :

- Secteur privé : principalement la Fondation Gates
- Secteur public : les Etats via 3 canaux :
 - Contributions financières directes,
 - Programme PCV AMC : soutien aux vaccins contre les pneumocoques,
 - Programme IFFIm : emprunts obligataires liés aux productions de vaccins.

La Fondation Gates investit dans GAVI des montants impressionnants, mais par ailleurs ce sont des montants publics gigantesques qui y sont versés :

Financement GAVI	Privé : Fondation Gates	Argent public (Les Etats)
2000-2010	1,233 milliards USD	2,933 milliards USD
2011-2015	1,310 milliards USD	5,947 milliards USD
2016-2020	1,552 milliards USD	7.614 milliards USD
<u>2021-2025 (prévu)</u>	<u>1,756 milliards USD</u>	<u>10,250 milliards USD</u>
Total 2000-2025	5,851 milliards USD	26,744 milliards USD

D'autres grands organismes participent activement au financement de GAVI :

- ONE est un mouvement mondial lié à GAVI, sous le patronage du chanteur Bono (U2), qui fait campagne pour que GAVI obtienne plus d'argent. Son objectif est d'aider GAVI à atteindre au moins 7,4 milliards USD de financement en plus pour 2021-2025.
- Le Fonds Mondial contre les maladies infectieuses, dispose d'un budget de 13 milliards USD sur 3 ans, et a déjà mis 1 milliard USD à la disposition de GAVI. Par ailleurs, il réclame un refinancement de 5 milliards USD pour un « plan d'urgence contre le covid ».
- La Banque Mondiale a aussi annoncé un plan de 12 milliards USD qui financera GAVI. Logique, puisqu'elle en fait partie via le partenariat « public-privé ».
- L'ONU soutient également ces programmes.
- L'Europe a annoncé un budget spécifique de 500 millions EUR.
- Le dispositif accélérateur Covax ACT-A, lancé par l'OMS, l'Europe et le président Macron pour « organiser le partage des risques pour l'achat groupé et la distribution des vaccins » compte lever 38 milliards USD, qui seront investis dans GAVI.

QUESTION 7 :

➤ *Quelles garanties existeraient à l'encontre de l'influence démesurée de GAVI, qui prône partout une politique de survaccination jusqu'au niveau de l'Europe, alors que cela risquerait de s'avérer dangereux et même mortel à court ou moyen terme pour la santé des citoyens ?*

8. La Fondation Bill & Melinda Gates : philanthropique, vraiment ?

La Fondation Bill & Melinda Gates étant à l'origine du cartel GAVI Alliance vaccins, il est intéressant d'en savoir plus sur son histoire, ses activités et son pouvoir.

1. Un peu d'histoire

Par le passé, Bill Gates a été condamné aux USA et en Europe pour abus de positions dominantes. Soucieux de redorer son image, il a créé la Fondation Bill et Melinda Gates, sous un statut fiscalement avantageux et réputé philanthropique. La fortune de Bill Gates est estimée à 118,5 milliards USD, et augmente de 9% chaque année, alors qu'on attendrait plutôt le contraire d'un philanthrope. L'ONG Oxfam souligne pour sa part que chaque année 80% de la richesse mondiale va aux hyper-riches, qui représentent à peine 1% de la population mondiale, et ces écarts ne cessent de se creuser, car c'est à cette élite d'hyper-riches que profite en grande majorité la croissance mondiale.

2. Une puissance colossale et des prises de participation discutables

La Fondation Gates dispose d'une puissance financière de plus de 65 milliards USD, mais elle investit notamment dans des entreprises n'ayant aucun scrupule à endommager l'environnement et la santé, pourvu qu'elles génèrent du profit :

Investissements de la Fondation Gates	
1. Monsanto/Bayer	OGM, glyphosate, manipulations génétiques
2. Total, Shell, Chevron, BP...	Pétrole
3. Coca-Cola, McDonalds	Malbouffe
4. BAE Systems et Northrop Grumman	Armement et drones de surveillance
5. Goldman Sachs	Banques d'affaire sulfureuses

La Fondation Gates n'use pas de sa puissance et de sa richesse pour apporter de nouvelles valeurs éthiques ou morales aux multinationales dans lesquelles elle investit. Elle ne cherche pas à faire le bien, ni la justice sociale, pas plus que de fonder des économies solidaires.

3. Une notion particulière des affaires : le philanthro-capitalisme

La Fondation Gates affirme qu'il faut considérer l'acte philanthropique, non comme un acte charitable, mais comme un investissement visant le profit. Bill Gates donne à cette approche le nom de « philanthro-capitalisme ». En pratique :

- Les pays pauvres reçoivent peu, et on leur prend beaucoup.
- Les philanthro-capitalistes font d'immenses profits.

De nombreux opposants à Bill Gates dans ces pays pauvres protestent et qualifient son approche de néocolonialiste. Quelques exemples :

- Cartographie des sols et rachats massifs des meilleures terres agricoles à bas prix,
- Conversion des cultures traditionnelles en cultures OGM avec Monsanto/Bayer,
- Contrôle d'une part croissante de l'approvisionnement agricole mondial,
- Vaccinations intensives contre la polio, etc... laissant d'innombrables séquelles,
- Programme expérimental qui injecte 4 cocktails de vaccins en 48 mois à des nourrissons,
- Elevages transgéniques de bétail ou de poissons à croissance accélérée,
- Expérimentation de forçage génétique sur certains types d'insectes ou de rongeurs,
- Biopiraterie (brevets confiscatoires) de semences-type développées par des agriculteurs locaux,
- Transhumanisme et clonage humain suivant un cadre bioéthique controversé.

4. L'exemple à ne pas suivre : la survaccination contre la polio

La polio, qu'on disait éradiquée en Inde grâce soi-disant à la vaccination intensive, fait son retour sous une nouvelle mutation, plus virulente, qui a développé une résistance aux vaccins. De nouvelles campagnes de vaccinations, encore plus intensives, vont donc être lancées... un cycle sans fin. La survaccination s'avère donc néfaste et dangereuse. C'est une leçon essentielle à retenir pour ne pas reproduire cette erreur à l'échelle mondiale avec les vaccins covid.

5. L'infiltration du système de santé américain

Aux Etats-Unis, le système de santé repose sur quatre grandes administrations, et la Fondation Gates entretient des liens juridiques et financiers étroits avec chacune d'elle :

- La FDA : l'agence du médicament (génétique, virus bactériophages, crises sanitaires)
- Le CDC : le centre des maladies infectieuses
- Le NIH : l'institut national de santé (thérapies géniques)
- Le NIAD : l'institut national des maladies infectieuses et des allergies d'Anthony Fauci.

En particulier le rapprochement de la Fondation Gates avec le Dr Anthony Fauci, conseiller pandémique de la Maison Blanche, a probablement généré aux USA une politique vaccinale excessive, voire sans limites.

6. La recommandation de Bill Gates : des vaccins à l'infini

De nombreux scientifiques indépendants pensent que les vaccins actuels ne sont pas efficaces contre les nouveaux variants, alors que Pfizer et Moderna prétendent que leurs vaccins sont efficaces à 95% et 99% contre la souche initiale de covid. De plus, l'OMS et les sociétés pharmaceutiques ont admis que les vaccins n'empêchent pas les gens d'attraper ou de transmettre le virus. Les vaccins ne seraient efficaces que pour réduire les symptômes. Par ailleurs, tout en s'interrogeant sur les qualifications qu'il aurait en la matière, voici ce qu'en dit Bill Gates :

- « Une troisième dose pourrait être nécessaire pour empêcher la propagation de nouvelles variantes de la maladie. »
- « Jusqu'à ce que le coronavirus soit éradiqué de tous les humains, des injections supplémentaires pourraient être nécessaires à l'avenir. »

En clair, la vision que pousserait le lobby de Bill Gates serait la suivante :

- Après chaque injection, nous pourrions recevoir un passeport d'immunité pour quelques mois, qui deviendrait ensuite nul à chaque nouvelle mutation du virus (ce qui se produit très souvent).
- Nous devrions donc nous soumettre à des vaccinations sans fin, dont beaucoup ne seraient pas testées et donc potentiellement dangereuses.

Or le principe des vaccins lui-même s'avère de plus en plus être une vision de courte durée, même en admettant que cela fonctionne, car :

- Les nouveaux vaccins nécessitent des doses multiples lors du premier mois.
- Ils nécessitent ensuite des vaccinations renouvelées tous les quelques mois.
- En gros, pas d'espoir d'un jour en sortir, ça ne finit jamais...

À l'opposé de cet avis, la communauté scientifique indépendante s'accorde au contraire sur le fait qu'éradiquer totalement le covid est impossible. En fait Bill Gates, peut-être influencé par de plantureux profits, recommande la même erreur désastreuse de la survaccination telle qu'effectuée avec la polio.

Il est dès lors primordial d'exiger des autorités une réponse claire sur les objectifs poursuivis, et d'éviter à tout prix de commettre la même erreur d'une survaccination potentiellement calamiteuse pour les citoyens (mais vraisemblablement très profitable aux vendeurs de médicaments).

De plus, on pourrait se sentir décontenancé en constatant que, lors de nombreuses interviews et conférences, Bill Gates a fait état de son opinion étrange et contradictoire de vouloir réduire la population « *via les vaccins et les soins de santé...* »

7. Une opposition organisée et déterminée : Robert Kennedy Jr

L'avocat démocrate Robert Kennedy Jr, fils du sénateur Bob Kennedy et neveu du président John Kennedy, fermement opposé à Monsanto/Bayer et à Bill Gates, dénonce que :

- « *La focalisation exclusive sur les vaccins ralentit les progrès scientifiques dans les médicaments thérapeutiques pour lutter contre la pandémie et se remettre de celle-ci.* »
- « *Les gens deviendraient donc les cobayes de nouveaux vaccins, insuffisamment testés, sans que les fabricants n'en assument la moindre responsabilité.* »

En résumé son opinion est la suivante :

- Cette stratégie de survaccination détruit l'économie mondiale et la classe moyenne, pour enrichir encore plus les hyper-riches, qui sont déjà les 1% les plus riches du monde.
- L'obsession vaccinale empêche de développer des vraies thérapeutiques efficaces et bon marché.
- Il faut privilégier le renforcement de l'immunité naturelle au lieu de la détruire.
- Il dénonce inlassablement Bill Gates et sa honteuse manie d'agir partout en prétendant que « *la santé des gens se trouve dans une seringue...* ».

8. Un dangereux président du monde ?

De nombreux observateurs s'inquiètent du pouvoir phénoménal acquis par Bill Gates, capable d'influer sur des développements mondiaux qui touchent à notre humanité. Il est perçu de multiples façons comme :

- Philanthrope, mais aussi Manipulateur sans empathie visant le profit,
- Entrepreneur génial, mais aussi Prédateur impitoyable et sans éthique,
- Visionnaire, mais aussi Fanatique aveuglé par ses technologies.

De plus en plus d'observateurs considèrent que Bill Gates et sa fondation seraient très loin de l'image bienfaitrice qu'ils cultivent en s'appuyant sur une propagande et une censure démesurées dans les médias. Le budget communication de la Fondation Gates serait par ailleurs secret et gigantesque. Là encore il est permis de redouter un rôle néfaste des médias.

Selon ses opposants, Bill Gates est vraiment dangereux car il pourrait pousser l'humanité vers un effondrement accéléré au travers des menaces suivantes :

- Ses attitudes dominatrices de président du monde envers les chefs d'Etat, sans aucune légitimité,
- La conviction messianique qu'il revendique pour « sauver » le monde avec ses technologies,
- Son plan de contrôle dictatorial et transgénique de la santé mondiale à coup de vaccins ARNm.

QUESTION 8 :

- ***Les hyper-riches se seraient-ils hissés au-dessus des lois, et dès lors qui oserait ou pourrait accomplir la mission salvatrice d'empêcher quelqu'un comme Bill Gates d'altérer durablement la santé du monde, et même l'humanité toute entière ?***

9. La toute-puissante OMS : organisation publique ou intérêts privés ?

1. L'OMS : la principale référence sanitaire des autorités et des médias

Depuis un an, on a tous constaté le rôle central accordé par les gouvernements à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui est une agence de l'ONU. L'OMS est ainsi placée au sommet de l'action mondiale en matière de covid. Cette organisation, dont l'influence est devenue prépondérante, est censée poursuivre l'objectif « *d'amener tous les peuples des Etats membres au niveau de santé le plus élevé possible* », la santé étant définie comme un « *état de complet bien-être social et ne consistant pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité* ».

Les avis de l'OMS sont donc quotidiennement cités par les autorités et sourcés par les journalistes comme références incontestées et incontestables en matière sanitaire, notamment pour :

- Le lancement d'alertes pandémiques,
- Les chiffres mondiaux de l'évolution épidémique
- Le degré de gravité des contaminations,
- Les restrictions et les mesures imposées, telles que distanciation, confinement, masques, etc...
- La validité des outils de contrôle et les critères de références (exemple tests PCR),
- Les méthodes thérapeutiques qu'elle admet, et celles qu'elle désapprouve,
- Les avis en matière d'immunité, de nature médicamenteuse, vaccinale ou naturelle,
- Tout ce qu'on doit ou pourrait faire, et tout ce qu'on ne doit pas ou ne pourrait pas faire,
- Le maintien d'une situation sous l'appellation pandémie, plutôt que par ex. virus saisonnier,
- Les conseils et impositions en matière de politique vaccinale,
- Bref, la toute-puissance en matière sanitaire, et un pouvoir énorme sur le monde.

Toutefois l'attitude de l'OMS est fortement contestée pour plusieurs raisons, et, en y regardant de près, l'OMS focalise sur elle une série de critiques majeures, qui pourraient même amener à remettre en question la dimension, et même la validité, de la crise du covid.

2. L'OMS adhère ouvertement à l'idéologie de la Chine

Depuis 2017, son directeur est Tedros Adhanom Ghebreyesus, personnage controversé et cadre d'un parti communiste éthiopien, qui obtint ce poste grâce au soutien de la Chine, car il entretient des liens politiques et idéologiques étroits avec Pékin. Sa gestion de crise fut désastreuse car :

- Tedros félicita Pékin pour sa transparence alors que la Chine cachait des informations et faisait pression pour ne pas déclarer l'urgence internationale.
- En soutenant les mensonges de la Chine, Tedros retarda l'alerte. C'est ainsi que l'épidémie dégénéra en une crise pandémique, économique, sociale et politique.
- Quand Taiwan informa le monde que la solution n'était pas le confinement, mais une politique de tests rapides et fiables, Tedros fit taire ce petit pays anticommuniste opposé à la Chine. Aujourd'hui, Taiwan est le pays du monde qui s'en est le mieux sorti.
- Tedros ordonna aux États de confiner leurs populations, conformément à ce qui se faisait en Chine, alors que cette mesure, totalitaire et inimaginable encore il y a un an, allait causer des dégâts considérables à notre santé physique et mentale, et à notre économie. Cela fut suivi docilement par le président Macron, et ensuite par d'autres chefs d'Etat.

Les confinements ont eu un effet économique et sanitaire désastreux, alors que leur inutilité, et même leur nuisance, sont démontrées par les chiffres de mortalité covid (Worldometers) :

Mortalité dans les pays les plus confinés		Mortalité dans les pays les moins confinés	
France	0,16%	Suède	0,14%
Belgique	0,21%	Pays-Bas	0,10%
Royaume-Uni	0,19%	Etats-Unis	0,18%
Italie	0,20%	Portugal	0,17%
Espagne	0,17%	Brésil	0,18%
Moyenne(*)	0,18%	Moyenne(*)	0,17%
			Différence 6%

(*) Chiffres selon Worldometers et les nombres d'habitants par pays au 27/04/2021

En réalité, on constate un effet catastrophique du confinement sur la santé : dans les pays les plus confinés, la mortalité covid est de 6% plus élevée que dans les pays les moins confinés. On peut se demander qui assumera la responsabilité de telles décisions que certains qualifient d'injustifiables, et même de criminelles.

En 2017, lors d'un voyage en Chine en tant que directeur de l'OMS, Tedros avoua publiquement son allégeance dans un discours très remarqué :

- « Nous avons tous quelque chose à apprendre de la Chine. »
- « Vous représentez l'avenir, et vous êtes aussi le présent. »
- « Vos idées et vos actions importent dès maintenant et je crois en vous... ».

Tedros est en réalité considéré par beaucoup d'observateurs comme un instrument privilégié de la Chine pour infiltrer les organisations de l'ONU via la diplomatie de l'aide humanitaire. Bizarre donc que les gouvernements lui fassent tellement confiance. Sans oublier qu'avant Tedros, l'OMS fut dirigée, entre 2006 et 2017, par une chinoise, Margaret Chan, proche du Parti Communiste Chinois. Discrètement, cela fait quinze ans que la Chine pèse de plus en plus sur l'OMS, via le soft power de la santé, et fait ainsi percoler son idéologie dans les milieux politiques occidentaux, résumée ainsi :

- Economique : la mondialisation (ou multilatéralisme), avec la Chine comme industrie du monde,
- Politique : des peuples asservis, surveillés et contrôlés, qu'on prive de leurs libertés.

3. L'OMS sous l'emprise des intérêts privés pharmaceutiques

Le financement de l'OMS est assuré par des contributions fixes des Etats et des contributions volontaires d'organisations privées. Etonnamment, ces contributions privées représentent plus de 80% de son budget. L'OMS est de ce fait liée avec de nombreux groupes, industries, et fondations, dont principalement :

- La Fondation Bill et Melinda Gates,
- Le cartel GAVI Alliance vaccins créé par Bill Gates.

L'action de l'OMS en devient interpellante, puisqu'elle est censée veiller à l'intérêt de nos santés, alors qu'elle agit en réalité sous la coupe de puissants intérêts privés. Elle s'avère donc très éloignée de l'image légitime d'une agence publique de l'ONU œuvrant au bien du monde.

Financièrement, ses dix plus gros contributeurs sont :

Les dix plus gros contributeurs de l'OMS	
1. Etats-Unis	15,2%
2. Fondation Gates	12,1%
3. GAVI Alliance vaccins	8,2%
4. Royaume-Uni	7,9%
5. Allemagne	5,3%
6. Bureau des Affaires Humanitaires	4,5%
7. Rotary International (*)	3,3%
8. Commission Européenne	3,1%
9. Banque Mondiale (**)	3,0%
10. Japon	2,6%

(*) partenaire de la Fondation Gates (**) partenaire du cartel GAVI Alliance vaccins

La Fondation Gates a investi à ce jour 1,5 milliards USD dans l'OMS, et en est le premier contributeur privé. Toutefois au total, les organisations de Bill Gates pèsent dans l'OMS un poids majoritaire de 26,6%. En tant que premier contributeur, celui-ci a la mainmise sur les décisions et les grandes options stratégiques.

En avril 2020, suite à l'emprise excessive de la Chine sur l'OMS, et au retard dans l'annonce de la pandémie, Donald Trump annonça la suspension du financement des USA pour l'OMS.

- Les jeux d'influences et d'alliances apparurent de suite au grand jour au travers des réactions :
- Les ministres des Affaires étrangères et les diplomates des 25 pays membres de l'Alliance pour le Multilatéralisme (c.à.d. la mondialisation) annoncèrent soutenir l'OMS.
- L'ONU, qui est en faveur de la mondialisation, apporta son soutien à l'OMS.

- Cette décision de fustiger la Chine fut critiquée par Bill Gates qui, contre toute attente, lui apporta son soutien. Il affirma non seulement que ce n'était pas le moment de remettre en question les efforts du Parti Communiste Chinois dans la gestion de l'épidémie, mais il alla jusqu'à dissiper tout méfait de la part du régime de Pékin. Or en 2002 déjà, lors de l'épidémie de SRAS, la directrice de l'OMS, Harlem Brundtland, avait dû forcer la Chine à publier les informations qu'elle dissimulait sur l'émergence du virus.
- Le 29 mai 2020, le président Donald Trump annonça que les USA mettaient fin à leurs relations avec l'OMS. Avec l'appui de l'Australie, Washington lança une enquête contre l'OMS pour mauvaise gestion et dissimulation de la propagation du virus Covid-19.
- Bill Gates a alors prédit que « l'arrivée d'un nouveau président permettra aux Etats-Unis de retrouver leur rôle dans les instances internationales, à commencer par l'OMS », et ce ne fut presque plus une surprise que la toute première action du nouveau président Joe Biden, à peine élu, fut d'annoncer le retour officiel des Etats-Unis à l'OMS, et, comme on pouvait s'y attendre, le renforcement de la vaccination aux USA.

4. L'Etat obtempère aux consignes de l'OMS

On se pose de graves questions en découvrant le « Global Preparedness Monitoring Board » (GPMB) : une convention internationale initiée en mai 2018 par l'OMS et la Banque Mondiale ayant pour but de préparer les « situations d'urgence sanitaire ». Cette convention a valeur coercitive envers les 193 Etats qui y sont soumis, dont la Belgique. Ces Etats avaient déjà cosigné en toute confiance en mai 2005 les « Règlements sanitaires internationaux » (IHR). Du fait de ces accords multilatéraux, une série de mesures excessivement sévères seraient automatiquement imposées aux Etats en cas de pandémie décrétée par l'OMS. On peut donc craindre que, dès l'instant où l'OMS a décrété que le coronavirus était une pandémie (ce que certains remettent en cause), les départements de santé publiques et les Etats se soient rangés aux injonctions stipulées dans le GPMB, et que nos gouvernements soient devenus les marionnettes de l'OMS, en devant obtempérer à des ordres excessivement contraignants. Ceux-ci soulèvent de graves questions :

- | |
|--|
| <p>1) « <u>Les chefs de gouvernement doivent instaurer la couverture sanitaire universelle</u> ».
Question : Le gouvernement belge serait-il contraint de rendre la vaccination obligatoire ?</p> <p>2) « <u>Les Etats doivent tenir leurs engagements en matière de ressources et suivre les progrès lors des réunions annuelles</u> ».
Question : L'Etat belge serait-il contraint d'imposer aux gens les nouveaux vaccins ARNm ?</p> <p>3) « <u>Les Etats doivent nommer un coordinateur supranational pour diriger les efforts du gouvernement et de la société</u> ».
Question : Qui serait ce coordinateur supranational belge tout-puissant pouvant diriger les mesures du gouvernement envers la société ? Comment serait-il nommé sur quelles bases ? Pourquoi cela n'est-il pas public ? Cet enjeu de pouvoir caché et démesuré aurait-il fait l'objet d'un débat démocratique et d'un accord politique ?</p> <p>4) « <u>Les Etats doivent investir suffisamment dans les vaccins et les traitements innovants</u> ».
Question : Quels montants l'Etat belge devrait-il payer, et qui décide de cela sur quelles bases ?</p> <p>5) « <u>Les Etats doivent augmenter leur contribution financière à l'OMS et au cartel vaccinal GAVI Alliance vaccins, via notamment le FMI et la Banque Mondiale</u> ».
Question : Combien, et comment sont justifiés les milliards d'argent public versés au cartel GAVI Alliance vaccins ?</p> |
|--|

Un redoutable glissement de souveraineté se produirait donc via le pivot central de l'OMS depuis les Etats vers des intérêts privés sous l'égide des multinationales pharmaceutiques et du lobby vaccinal. On serait en fait dans un scénario-catastrophe :

- L'Etat belge, comme d'autres, se serait rangé, via le GPMB, aux ordres de l'OMS.
- L'OMS serait la marionnette du lobby pharmaceutique.
- Ainsi, l'Etat belge, comme d'autres, deviendrait l'esclave du lobby pharmaceutique.

Et le comble à présent : l'OMS prévient que le monde devrait se préparer à de pires épidémies !

Si de telles épidémies devaient se produire, et qu'on n'arrête pas l'engrenage infernal des soumissions au lobby pharmaceutique, les citoyens pourraient perdre leurs libertés pour longtemps.

5. La vaccination massive préconisée par l'OMS sert le lobby pharmaceutique

De plus, l'OMS indique que la vaccination ne sera pas nécessairement considérée comme une solution à la propagation virale. Cela signifie que :

- Même vaccinés, nous serons considérés comme porteurs et émetteurs potentiels du virus...
- Les mesures liberticides, traçage, masques etc... ne s'arrêteront pas.
- Aux gens qui croient que la crise du covid s'arrêtera après des vaccinations de masse, on pourrait les avertir : « *Vous êtes très mal informés...* »

6. Un renfort de poids pour l'OMS : Agnès Buzyn

L'équipe de direction de l'OMS à Genève est désormais renforcée par l'ex-ministre française de la santé, Agnès Buzyn, connue pour ses liaisons avec l'industrie pharmaceutique. Celle-ci fut pointée pour sa mauvaise gestion de la crise du covid en France, et fait l'objet d'une plainte collective pour collusion avec l'industrie pharmaceutique. C'est notamment elle qui organisa :

- L'interdiction de l'hydroxychloroquine, en la faisant classer comme vénéneuse, alors que ce médicament bon marché et efficace est utilisé quotidiennement dans le monde entier.
- La restriction aux médecins d'utiliser l'antibiotique azithromycine, sous des prétextes peu vraisemblables.

Avec l'arrivée d'Agnès Buzin dans l'équipe de direction de Tedros, le lobby pharmaceutique et vaccinal s'infiltrerait encore plus profondément dans l'OMS, au détriment de ce qui lui resterait de crédibilité, en risquant de la rendre purement et simplement infréquentable..

7. C'est quoi la corruption ?

L'ONG Transparency International, qui agit quotidiennement contre ces types d'abus, a défini très précisément la notion de corruption :

« *La corruption, c'est tout abus de détention de pouvoir en vue de servir des intérêts privés.* »

On pourrait donc valablement soutenir que, suivant cette définition, se seraient rangés dans cette catégorie corrompue :

- Les experts du gouvernement, (liés à l'industrie pharmaceutique pour imposer ses vaccins)
- Le partenariat « public-privé » GAVI Alliance vaccins, (dans le même but d'imposer ses vaccins)
- Les médias, (qui semblent s'être transformés en promoteurs de vaccins)
- L'OMS, (téléguidée par l'industrie pharmaceutique et amenée à ne recommander que les vaccins)
- Notre gouvernement (qui conditionnerait la liberté des citoyens à l'acceptation d'un vaccin)

Nous serions donc confrontés à un système constitué de plusieurs acteurs internationaux majeurs agissant en circuit fermé, pour tenter de justifier l'injustifiable et imposer l'inacceptable, une dictature mondialisée en quelque sorte. Si ces faits devaient être recoupés, et étant donnés les drames humains et les dommages irrémédiables, on pourrait légitimement qualifier de telles constatations comme répréhensibles à une échelle inédite. Nos partis politiques au pouvoir en seraient les complices potentiels et dès lors mis en cause. Il résulte de ces types de raisonnements, qui ont cours dans de nombreux pays, une méfiance croissante à l'égard des autorités et des nouveaux vaccins :

- En Europe, un pourcentage énorme de la population (environ 50% ou plus selon les pays) hésite à se faire vacciner.
- Aux États-Unis, les sondages montrent qu'au moins 30% de la population refusera catégoriquement, tandis que 60% des gens doutent de leur efficacité.

QUESTION 9 :

- **Qui pourrait trouver normal que des représentants du gouvernement se disent coincés lors des Comités de concertation (Codeco), à devoir suivre l'opinion de quelques experts, qui, au bout du compte représenteraient des intérêts privés au travers de directives de l'OMS, alors que dans le même temps des dommages économiques vitaux causés aux citoyens par des restrictions insensées s'avèreraient intenable ?**

10. Visions prémonitoires, bioterrorisme et sommets pro-vaccins

1. Les visions prémonitoires de Bill Gates

- En 2015, de façon étrangement prémonitoire, Bill Gates a mis plusieurs fois le monde en garde contre une pandémie de coronavirus. Il a même souligné que cela pourrait être du bioterrorisme.
- En 2017, Bill Gates a écrit ces phrases à double sens : « *Lorsque la prochaine pandémie frappera, ce pourrait être une catastrophe à inscrire dans les annales de l'espèce humaine. Ou ce pourrait être quelque chose de tout à fait différent. Un triomphe extraordinaire de la volonté humaine...* »
- En 2018, Bill Gates a déclaré de façon alarmiste que le sentiment d'urgence faisait défaut dans le monde, et qu' « *il faut se préparer aux menaces biologiques comme on se prépare à la guerre...* »

2. Le bioterrorisme : arme de domination massive ?

Or des actes terroristes aussi graves ne pourraient être qu'appuyés par un laboratoire d'État de pointe, militaire ou civil, capable de générer un virus crédible. Cela s'apparenterait plus vraisemblablement à une action bioterroriste politique plutôt qu'à une revendication bioterroriste indépendante.

Le but d'un tel « bioterrorisme d'État » pourrait être notamment de :

- Créer un effet de peur-panique en brandissant une menace mondiale,
- Forcer l'adhésion des populations à des mesures de contrôle et des mesures répressives qui ne respecteraient plus les droits des personnes.

Etrangement, la Chine interpelle par son attitude dissimulatrice et retardatrice en matière d'enquête.

3. L'hypothèse de l'accident de laboratoire

Les scientifiques s'accordent de plus en plus sur une origine artificielle du virus, vraisemblablement sorti d'un laboratoire. La question qui resterait en suspens : volontairement ou pas ? Sur ce point, chacun pourra se forger son avis librement, mais une autre hypothèse vraisemblable dès lors apparaît : il est effectivement plausible que le coronavirus soit le produit d'une manipulation de laboratoire à Wuhan qui aurait mal tourné. Le gouvernement chinois se serait empressé d'isoler la ville sur le plan intérieur pour éviter une contagion dans le reste du pays, mais aurait laissé le trafic international continuer comme si de rien n'était, afin de ne pas inquiéter l'opinion mondiale..?

4. L'organisation troublante de rassemblements pro-vaccins préparatoires

C'est le 31 décembre 2019 que l'OMS a déclaré avoir été alertée par son bureau de Pékin de l'apparition d'une nouvelle pneumonie virale, qui deviendra ensuite le covid-19. De façon troublante, plusieurs événements internationaux ont été organisés quelques semaines avant cette date, et tous avaient en commun l'étude d'une pandémie, ainsi que la promotion des vaccins :

- 1) A Bruxelles le 12 septembre 2019, seulement 3 mois et demi avant l'apparition du covid-19, un Sommet mondial sur la vaccination a été organisé par le président de la Commission Européenne, Jean-Claude Juncker en association avec le directeur général de l'OMS Tedros. Cet évènement de haut niveau a réuni près de 400 personnalités, parmi lesquelles :
 - Des responsables politiques,
 - Des représentants de haut niveau de l'ONU,
 - GAVI et des représentants d'autres organisations internationales,
 - Des ministres de la santé,

- Des sommités universitaires,
- Des experts scientifiques,
- Des professionnels de la santé,
- Le FEM et le secteur des grandes entreprises,
- Des influenceurs sur les réseaux sociaux,
- Des organisations non gouvernementales.

Les deux objectifs du sommet étaient :

- « Renforcer l'action mondiale contre les maladies évitables par la vaccination »,
- « Contrer la propagation de la désinformation sur les vaccins » (= censure scientifique).

Les trois intitulés officiels des ateliers semblent sortis d'un plan marketing du secteur pharmaceutique :

- « Nous avons confiance dans les vaccins... »
- « La magie de la science... »
- « Des vaccins qui protègent tout le monde partout... ».

On pourrait valablement s'étonner que la Commission Européenne s'associe à l'organisation de tels événements d'envergure sanitaire internationale, alors qu'ils ne promeuvent que les vaccins comme approche, tout en veillant explicitement à entraver les stratégies alternatives possibles.

- 2) A New-York, en octobre 2019, à peine 2 mois avant l'apparition du covid-19, à l'initiative de Bill Gates, quatre colloques préparatoires pour simuler une pandémie ont eu lieu sous le nom d'Event 201. Ces événements ont eu lieu au Pierre Hotel à Manhattan, et ont été organisés par le Centre Johns Hopkins pour la sécurité sanitaire, financé par la Fondation Gates. Les participants étaient :
- Des représentants de haut-niveau du secteur public,
 - Le patronat du Forum Economique Mondial (FEM) et autres représentants du secteur privé.

Un mot sur le Forum Economique Mondial (FEM) – World Economic Forum (WEF)

Le Forum Economique Mondial (FEM), ou Forum de Davos, est une organisation internationale d'une puissance colossale, qui joue un rôle de premier plan sur la scène publique et dispose d'un statut supra-gouvernemental comparable à celui des Nations Unies, de l'UNESCO ou de l'OMS. Pourtant, ces dernières sont, elles, des institutions reconnues par la législation internationale, tandis que le FEM est une institution autoproclamée.

Le FEM œuvre officiellement à la « coopération entre le secteur public et privé ». Il est le pivot des plus importants partenariats public-privé. Parmi ses membres il compte les 1000 plus grosses multinationales du monde, avec pour chacune un chiffre d'affaire supérieur à 5 milliards USD. Dès lors, le FEM s'impose de lui-même par son importance financière.

Les membres du FEM participant aux colloques pré-pandémiques Event 201, ont réfléchi sur un scénario d'épidémie de coronavirus démarrant d'un élevage au Brésil. Ils ont discuté de ce qu'il fallait faire en jouant les rôles du conseil de contrôle, et défini les mesures à prendre. Bref, les multinationales membres du FEM ainsi que les secteurs publics se sont préparés fin 2019, juste avant l'apparition du covid, à une pandémie de coronavirus, et ces personnes ont appris ce qu'ils avaient à faire. Cela pourrait signifier des accords préalables sur un scénario donné et sur les mesures à imposer en fonction des contraintes du GPMB de l'OMS envers les Etats (voir 9.4.). On peut dès lors se demander si des hauts-dirigeants auraient été persuadés à l'avance d'imposer certaines restrictions, ou incités à lancer des vaccinations massives ou obligatoires.

- 3) A Genève, les 2 et 3 décembre 2019, soit 1 mois à peine avant l'apparition du covid-19, l'OMS organisa un Sommet mondial sur la sécurité vaccinale à l'occasion du vingtième anniversaire du Comité consultatif mondial de la sécurité vaccinale de l'OMS. Ce sommet-anniversaire a réuni :
- Les personnes concernées par la sécurité vaccinale partout dans le monde,
 - Les membres actuels et les anciens membres du Comité de la sécurité vaccinale,
 - Les administrateurs des programmes de vaccination tels que l'UNICEF,
 - Les autorités nationales de réglementation,

- Le personnel chargé de la pharmacovigilance dans toutes les régions couvertes par l’OMS,
- Les représentants de l’ONU,
- Les représentants d’établissements universitaires,
- Le cartel vaccinal GAVI et certains partenaires techniques,
- Les représentants de l’industrie pharmaceutique,
- Les représentants des bailleurs de fonds.

L’objectif était de faire le bilan des réalisations du Comité vaccinal et d’examiner les priorités pour la décennie à venir d’ici à 2030. L’OMS présenta aux principales parties prenantes son projet de « stratégie mondiale 2.0 pour la sécurité vaccinale 2021-2030 », dont on peut se demander ce qu’elle nous réserve. On peut aussi se demander si ce fut l’unique sujet abordé.

QUESTION 10 :

➤ *En quoi ces rôles concertés de l’OMS, de la Commission Européenne, du FEM et de la Fondation Gates en matière de préparation pandémique et de promotion vaccinale, et ces évènements pro-vaccins organisés peu de temps avant l’apparition du virus, auraient-ils pu causer, ou être l’occasion de mettre en œuvre une psychose pandémique et vaccinale ?*

11. L’ONU sous la coupe du Forum Economique Mondial - Forum de Davos

1. Partenariat stratégique entre l’ONU et le FEM

De nombreux partenariats public-privé ont engendré une perte de souveraineté inquiétante de nos grands organismes publics au profit d’intérêts privés et de multinationales membres du FEM. De plus, en juin 2019, l’ONU et le FEM ont décidé de conclure un partenariat « stratégique » inédit et particulièrement lourd de conséquences. L’objectif assumé du FEM est d’accélérer l’avènement de la révolution digitale, qui pourrait bouleverser nos vies de façon inimaginable. Celle-ci est pudiquement cachée sous le vocable de « quatrième révolution industrielle ». Au bout du compte, l’idée serait de synchroniser cette révolution digitale (ou numérique) avec les objectifs du programme de développement durable (ODD) de l’ONU à l’horizon 2030. Le projet qui transparaît serait de sédentariser à l’extrême la vie des citoyens, prioritairement à la dépollution des grandes industries. Ces objectifs ODD de l’ONU 2030, qui pourraient sembler valables en apparence, posent en effet question, dont voici quelques exemples :

- « *Diversité génétique des semences et des cultures* » = porte ouverte aux OGM tels que ceux de Monsanto/Bayer - Fondations Rockefeller/Gates,
- « *Diversité génétique des animaux d’élevage ou domestiqués* » = porte ouverte au transgénisme animal tel que promu par la Fondation Gates,
- « *Réduction de la mortalité générale* » = porte ouverte aux sociétés pharmaceutiques pour tout médicaliser, à des vaccinations intensives et même au transgénisme humain,
- Aspects budgétaires absents = incitation aux abus, mais ce sont les Etats qui paieront.

Ce partenariat public-privé entre l’ONU et le FEM est vivement critiqué par des centaines d’organisations de la société civile. Elles dénoncent une capture inquiétante de l’ONU par les multinationales, et elles redoutent que cela pousse le monde vers une gouvernance mondiale privatisée. Le poids du FEM sur les décisions stratégiques de l’ONU lui permettrait en effet d’injecter son idéologie dans la politique internationale au travers de cette autorité mondialement reconnue (à l’instar de l’OMS en matière de santé). Le FEM semblerait viser l’obtention de toujours plus de privilèges, mais moins de responsabilités, pour ses membres, les grandes sociétés. Cette situation pourrait expliquer la déresponsabilisation de l’industrie pharmaceutique par rapport aux nouveaux vaccins, qu’elle met sur le marché après un temps de développement excessivement court (comme cela avait déjà été le cas lors de l’épisode de la grippe H1N1 en 2009).

2. Augmentation constante de l'influence de la Chine dans les organes de l'ONU

Pour couronner le tout, la Chine également, exerce un lobbying croissant sur les organes de l'ONU. Elle est désormais le deuxième contributeur de l'ONU. En 2019, quatre agences sur les quinze que comptent l'ONU étaient dirigées par des chinois. Par ailleurs, sur le plan des droits de l'homme, la Chine n'est plus sur la défensive. Elle adopte au contraire une stratégie qui consiste à imposer ses propres valeurs, malgré que celles-ci soient à l'opposé des valeurs tolérantes de nos démocraties. Par exemple, Pékin pèserait sur le Haut-Commissariat aux réfugiés pour soutenir l'initiative chinoise de la construction des nouvelles routes de la soie (Belt & Road Initiative BRI), ce qui risque inévitablement d'affaiblir l'Europe. Enfin, la Chine œuvre à créer ou entretenir un multilatéralisme (= mondialisme) sous son leadership, notamment au travers de :

- La Banque asiatique d'investissement (qui vise à concurrencer le FMI),
- L'Organisation de coopération de Shanghai (qui a des objectifs similaires à ceux de l'OTAN, relatifs à la sécurité mutuelle de ses Etats membres).

Le problème, porteur de lourdes conséquences, serait que la Chine soit en train de parvenir, par son poids économique et géopolitique au travers de son lobbying auprès des instances onusiennes, à progressivement imposer ses vues, alors que celles-ci sont contraires à nos valeurs occidentales et à nos aspirations de citoyens.

QUESTION 11 :

- ***Les autorités mesurent-elles la gravité et les conséquences du fait que l'ONU, garante des droits de l'homme et du droit international, tombe sous l'influence des lobbys des multinationales du FEM et de l'idéologie de la Chine, et comment les autorités comptent-elles désormais veiller à la souveraineté des principes démocratique supranationaux ?***

12. L'avenir de nos démocraties se joue à Davos

1. Le rendez-vous incontournable des élites du monde

Chaque année fin janvier à Davos, le Forum Economique Mondial (FEM) organise sa grande réunion internationale : le Forum de Davos rassemble le G20 (les dix-neuf des plus grandes économies et l'Union Européenne) ainsi que l'élite économique mondiale, mais aussi le gratin de la politique, de la finance internationale et des médias, ainsi que des banquiers et des hauts-fonctionnaires. Nos ministres et nos souverains y participent, de même que tous les grands décideurs : ils peuvent s'y rencontrer, s'informer, se coordonner, et échanger sur les principaux thèmes et défis du monde.

Pour notre ex-Première Sophie Wilmès, dont la population belge a loué l'engagement :

- « *La magie de Davos est d'avoir des rendez-vous très différents.* »
- « *C'est une ruche à idées.* »
- « *La forte connexion entre le privé et les investissements publics doit être poursuivie.* »

Quant à notre Premier ministre Alexander De Croo :

- « *Si je devais aller voir chaque personne indépendamment, cela me prendrait un mois, alors qu'ici, tout le monde est rassemblé.* »
- « *Le message de Davos est plus large que les caricatures qu'on peut en faire. Ce n'est pas que du business. On montre que les entreprises ont aussi une responsabilité sociale et environnementale.* »
- « *En quelques jours, on peut apprendre beaucoup...* »

La plupart des personnalités qui participent au Forum de Davos sont sans doute animées de bonnes intentions, avec l'idée de prendre part à un think tank international. Toutefois y participent aussi des membres à priori moins scrupuleux d'autres organisations supranationales comme la Commission Trilatérale, le Groupe de Bilderberg, Chatham House (Institute of Foreign Affairs) ou le Siècle, etc... Le Forum de Davos, et toutes ces organisations autoproclamées, cultivent le défaut gênant de rassembler des pouvoirs d'influence gigantesques sous le sceau du secret, et, dans la pratique, le rassemblement de telles élites pourrait poser problème, parce que :

- Il y aurait en fait une idéologie derrière, et il apparaîtrait malsain que ces élites, idéalistes au début, se seraient progressivement coupées du reste de la population.

- Tous ces organismes auraient en commun le fait d'être des outils supranationaux qui pousseraient des impérialismes économiques et idéologiques au travers d'un projet mondialiste.
- On trouverait parmi ces personnalités des gens des médias, censés être journalistes. Ceux-ci se lieraient ainsi à ces groupes qui représentent des élites dominantes et des intérêts privés, tout en s'engageant à ne pas révéler ce qu'ils y entendraient. Ils occulteraient donc délibérément la teneur des discussions et des débats idéologiques. Ils participeraient ainsi activement à la constitution d'une conscience de classe avec les puissants de ce monde, ce qui entraînerait des risques élevés de désinformation, propagande et censure pour le commun des mortels. Ce serait à l'opposé du rôle des journalistes.

2. L'idéologie capitalo-communiste de la Chine acclamée à Davos

- En 2017, lors d'un discours historique à Davos, Xi Jinping, leader du parti communiste chinois avait fait l'éloge du libre-échange et de la mondialisation, attitude logique de la part de l'usine du monde (et aussi pharmacie du monde qui fabrique 80% des médicaments génériques...). Ensuite, pendant les quatre ans de confrontation avec l'administration Trump, qui voulait rapatrier usines et jobs aux USA, ce fut le silence radio de la part de la Chine.
- A la fin janvier 2021, on s'est demandé quelle mouche a piqué le Forum de Davos en offrant, lors de l'ouverture de cette édition virtuelle, une large tribune inattendue et stupéfiante de vingt-cinq minutes à Xi Jinping, alors que celui-ci conduit une politique totalitaire fondée sur la surveillance de sa population et son asservissement. Le patron et fondateur du FEM, Klaus Schwab, né dans l'Allemagne de 1938, a accueilli Xi Jinping en annonçant que « *l'âge de la collaboration a sonné...* ». Ce rapprochement très inquiétant entre le FEM et la Chine fait craindre le retour du vieux rêve d'une gouvernance mondiale qui s'inspirerait des trois piliers du communisme à la chinoise :
 - Une élite qui s'enrichit grâce au pouvoir qu'elle exerce au déni des libertés publiques,
 - Un régime qui « tient » sa population en la surveillant,
 - Un nivellement (par le bas) des conditions de vie pour rendre la dictature « tolérable ».

Xi Jinping a mis en garde contre le manque de coopération qui pourrait ébranler l'équilibre mondial, et dégénérer en guerre froide. Lors de ce discours, il a revendiqué :

- Que la Chine avait beaucoup fait pour endiguer la pandémie, (alors que le régime chinois a laissé des avions quitter Wuhan sans limite plusieurs jours après le démarrage de l'épidémie...),
- Que la Chine était pour une égalité et un respect entre les peuples, (alors qu'elle écrase le Tibet, menace Taïwan, mate la contestation à Hong-Kong et pille l'Afrique...),
- Que la Chine était favorable au multilatéralisme et au libre-échange. (alors qu'elle s'oppose majoritairement à la liberté d'investissement étranger sur son sol...).

Bref, Xi Jinping a profité de Davos pour mentir éhontément, et personne n'a jugé utile de lui poser la moindre question de nature à remettre en cause cette ahurissante propagande. Ceci confirmerait une convergence idéologique pas vraiment rassurante du Forum de Davos avec la Chine, et semblerait constituer un point majeur que tout démocrate devrait avoir à l'œil.

3. Convergences d'intérêts entre Davos et la Chine

Le FEM envisage l'avenir du monde en fonction de l'intérêt des multinationales, aux yeux desquelles la mondialisation et la croissance via l'ouverture du marché chinois sont primordiales. Toutefois, la mondialisation a du plomb dans l'aile, et la plupart des gens sont pour une décroissance via une diminution de la consommation. Ce phénomène s'est accéléré avec la prise de conscience environnementale et la crise du covid. Celle-ci a mis en lumière notre dépendance économique aux échanges commerciaux internationaux, et en particulier notre dépendance à la Chine. Le covid sonne la fin de l'illusion de la globalisation marchande, et aggrave le problème de l'endettement mondial. Le souci pour la Chine et les membres du FEM est que :

- La croissance inquiète les autorités chinoises, car elle ralentit inexorablement. En Chine, celle-ci est au plus bas depuis 30 ans, et le problème empire à cause du vieillissement de sa population.

De plus les salaires y ont beaucoup augmenté, ce qui lui fait perdre son avantage compétitif. Par exemple, la fabrication d'un Airbus coûte désormais plus cher en Chine qu'à Toulouse.

- Le FEM a lui aussi un souci avec la croissance, car celle-ci profite à 80% aux gens et aux sociétés les plus riches qui sont ses membres. La décroissance qui s'annonce les impactera donc en très grande majorité.

Ce sujet sera à l'ordre du jour du prochain Forum de Davos qui sera étonnamment et exceptionnellement organisé une deuxième fois cette année en août 2021 à Singapour, ville sécuritaire par excellence. On peut se demander si le covid servira de prétexte, une fois de plus, à une telle précipitation, et si le choix de Singapour, considérée comme une soft dictature technocrate et ultra-contrôlée (voire répressive), serait pour les élites de Davos une source d'inspiration de ce dont elles rêveraient pour l'avenir de l'Occident, sans demander l'avis des populations concernées, ce qui, disons-le tout net, porterait le nom de déni de démocratie.

QUESTION 12 :

- ***Serait-il réaliste de prétendre répondre équitablement aux défis de notre temps avec des organismes privés contrôlés par des élites autoproclamées aussi restreintes, et ces élites de Davos seraient-elles fascinées par le capitalo-communisme à la chinoise au point de vouloir imposer le modèle liberticide chinois ou singapourien à nos démocraties ?***

13. Le plan « Great Reset » du Forum de Davos : les citoyens mis à zéro

L'avènement d'une pandémie pourrait s'avérer une occasion propice d'accélérer l'instauration d'une forme de gouvernance mondiale, et c'est ce que pourrait corroborer ce qui ressemble de la part du FEM à un projet en la matière. En effet, en droite ligne de ses convergences économiques et idéologiques avec la Chine, le FEM a élaboré un plan qu'il a officiellement promulgué lors du dernier Forum de Davos en janvier 2021. Sous le prétexte des dégâts socio-économiques imputables au covid (alors qu'ils le sont en fait aux choix politiques), le patron du FEM, Klaus Schwab, ambitionnerait d'imposer un projet néo-capitaliste de « rétablissement du monde ». Celui-ci, dénommé le « Great Reset » et inspiré des méthodes chinoises, n'aurait pas grand-chose de philanthropique, et semblerait plutôt consister en une manipulation mondiale, à peine concevable, de la pandémie, avec, à la clé, un asservissement socio-économique des citoyens. Le prétexte serait ici une fois encore le covid pour justifier l'instauration d'une nouvelle société digitalisée, soi-disant plus écologique et plus juste...

On pourrait donc envisager l'hypothèse que le FEM, après avoir infiltré nos organismes publics transnationaux au cours de ces dernières années via les partenariats public-privé, tenterait désormais de prendre le dessus sur le secteur public, et de s'autoproclamer l'ordonnateur d'une grande réorganisation privée du monde. Cela se ferait sans légitimité démocratique mais avec l'appui de plusieurs chefs d'Etat favorables à l'idéologie de Davos tels qu'Emmanuel Macron, Alexander De Croo et Mark Rutte. Les deux premiers, qui ont été formés par le professeur Klaus Schwab, sont d'ailleurs alumnis du Young Global Leaders Forum.

1. Le livre-programme du FEM : un monde « meilleur » ?

Les préceptes de ce plan pour un « monde meilleur » selon le FEM existent et sont exposés dans le livre-programme de Klaus Schwab, co-écrit avec l'économiste Thierry Malleret, « *Covid-19 : La Grande Réinitialisation* ». On peut en résumer le concept et le programme, en une conviction selon laquelle la pandémie constituerait une occasion historique d'accélérer la quatrième révolution industrielle, celle de la digitalisation. Pêle-mêle, Schwab et Malleret jettent dans leur énumération le télétravail, la surveillance en temps réel de la circulation des personnes, l'émergence de l'économie circulaire et la disparition de la monnaie fiduciaire. La notion d'« *ère post-pandémique* » qui y est présentée, se résumerait au bout du compte à une prise d'otage mondiale des peuples pour les soumettre à une dictature sanitaire, et mener en parallèle une réinitialisation du capitalisme. Celle-ci serait profitable pour les plus riches, et se résumerait pour le commun des mortels en l'avènement de toute une série de technologies invasives et dominatrices.

2. L'étonnant silence des médias

Une grande partie de la presse grand-public (pour ne pas dire son entièreté) a observé un parfait silence sur ce projet de Great Reset, pourtant au cœur des travaux menés par le Forum de Davos. Dans un étrange délire idéologique, certains journalistes ont même pris pour réflexe d'accuser de certains vocables ringards servis à la naïveté populaire tous ceux qui évoquent l'existence de ce Great Reset, ne serait-ce qu'en tant qu'objet-livre. De telles accusations débilantes s'avèrent parfaitement déplacées, puisque le livre « The Great Reset » est non seulement en vente sur le site d'Amazon, mais téléchargeable gratuitement sous forme de livre numérique, notamment à l'adresse ci-dessous :

<https://u.pcloud.link/publink/show?code=XZ76E8XZsjTRvWaLrpfVqtjIqoHVhkM1hBOy>

NB: les pages auxquelles nous nous référons ensuite correspondent à l'édition papier, pas la numérique

3. La sécession des élites : un scénario possible ?

Ce silence observé par la presse sur la question du Great Reset a nourri de nombreux fantasmes sur une grande orchestration des malheurs qui marquent notre époque. Sans entrer dans le détail des différentes théories, l'épidémie de coronavirus aurait été sciemment fomentée pour permettre l'émergence d'une nouvelle gouvernance mondiale, où les élites confisqueraient définitivement le pouvoir et asserviraient les peuples en les soumettant notamment à une surveillance de tous les instants. Le propos est que ces élites mondialisées auraient des intérêts communs et se seraient totalement détachées des intérêts objectifs et collectifs des peuples auxquels elles appartiennent.

Véritable tendance ou fausse rumeur, ce phénomène a été pressenti et décrit dans deux livres :

- « *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie* » (1995) de Christopher Lasch,
- « *Bienvenue dans le pire des mondes – Le triomphe du "soft totalitarisme"* » (2016) de Natacha Polony & le Comité Orwell.

Ces deux ouvrages évoquent le scénario difficilement concevable, mais néanmoins envisageable, d'une sécession des élites dont les populations et les citoyens seraient actuellement les victimes. Ces élites partageraient, non plus simplement la volonté de se rencontrer entre gens qui auraient des décisions à prendre, mais bien un projet mondial conforme à la vision peu démocratique formulée par David Rockefeller en 1999 dans Newsweek : « *Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'identité adéquate pour le faire* ».

Une telle vision du monde oligarque reposerait sur le fait que les intérêts privés de la minorité la plus nantie, instrumentalisés par les multinationales, les GAFAM et les partenariats public-privé, devraient prendre le pas sur les Etats démocratiques. En effet, ces élites considéreraient désormais ouvertement les Etats comme ringards, inefficaces, et inutiles (et peu importe l'avis ou les intérêts des populations).

4. L'influence du Great Reset sur la politique

Ce qui n'est pas prouvé et n'est pas mesurable, tout en étant très perceptible pour certains, c'est l'influence réelle de ces considérations sur les politiques publiques menées par nos dirigeants. Lorsque les gouvernements décident de recourir régulièrement aux confinements ou à une panoplie de diverses restrictions des libertés, agissent-ils parce que :

- Les éléments à leur disposition leur recommanderaient d'agir ainsi pour protéger les citoyens ?
- Ils auraient lu Schwab ou en seraient des adeptes en tant que membre du Forum de Davos ?
- Ils seraient soumis aux intérêts privés pharmaceutiques, ainsi qu'envisagé précédemment ?
- Ils auraient des motivations cachées à « vendre » des vaccins ?

C'est ici qu'en Belgique on pourrait s'interroger car notre Premier ministre Alexander De Croo est un adepte de longue date du Forum de Davos, et, au lieu de condamner les propos de Schwab et son idéologie totalitaire, c'est tout le contraire qu'a fait le chef de notre gouvernement : le 25 janvier 2021, il a exprimé par tweet son soutien au livre de Klaus Schwab et au Great Reset... En retour, 266 réponses offusquées ont exprimé une totale opposition à cette idéologie, dans des termes vifs et violents, du jamais vu pour un ministre belge. Et une réaction plus dure ne s'est pas fait attendre : est-ce pour condamner publiquement cette collaboration de sa part que sept croix gammées ont été peintes sur la

façade de son domicile ? C'est évidemment choquant, affligeant et gravissime. Toutefois le message pourrait sembler clair : « *Il n'y a pas de place dans notre société pour une idéologie autoritariste, un sanitarisme forcé, ou un totalitarisme liberticide à la chinoise.* »

Les citoyens n'auraient évidemment pas à tolérer de tels agissements qui se résumeraient à :

- Une violation des règles démocratiques,
- Un mépris du citoyen,
- Une attaque contre notre société,
- Une trahison de la confiance.

On voit bien que la part de fantasme et de réalité sera âprement discutée par ceux qui considéreraient que l'enchaînement des séquences de 2019-2020 obéit à un pur hasard, et ceux qui tireraient la conclusion qu'au contraire tout cela obéit à un plan bien huilé d'une ampleur internationale inédite.

5. Timing troublant et prémonitions contradictoires

Très étonnamment, et contre toute logique, Klaus Schwab présente le covid comme peu signifiant alors qu'il serait le moteur de toute la réflexion. L'argumentation cloche dès le début, puisque Schwab reconnaît que :

- « *La crise du coronavirus est une des pandémies les moins meurtrières que le monde ait connues au cours des 2000 dernières années.* » (p.281)
- « *Les conséquences du covid-19 en terme de santé et de mortalité seront légères par rapport aux pandémies précédentes.* » (p.281-282)
- « *La pandémie ne constitue pas une menace existentielle, ni un choc qui laissera son empreinte sur la population mondiale pendant des décennies.* » (p.282)

Malgré ces contradictions, Schwab et Malleret prennent prétexte du covid pour imposer un scénario de décroissance accélérée, qui veuille à préserver les intérêts des multinationales.

Dès les premiers mots, le raisonnement démarre sur des mauvaises bases : « *La crise mondiale déclenchée par la pandémie de coronavirus n'a pas d'équivalent dans l'histoire moderne.* » (p.11)

C'est inexact bien sûr : la pandémie n'a rien déclenché du tout, ce sont les décisions politiques des dirigeants et les restrictions imposées aux populations qui ont causé les conséquences socio-économiques.

Dès la deuxième page, une intention totalitaire décomplexée apparaît : « *Beaucoup d'entre nous se demandent quand les choses reviendront à la normale. La réponse est : jamais !* » (p.12)

Mais le plus étonnant est que ce livre aurait été écrit en juin 2020, c'est-à-dire à peine trois mois après le début de la pandémie (déclarée par l'OMS le 12 mars 2020). Un tel niveau de prémonition pourrait évoquer celui d'un certain Bill Gates, par ailleurs illustre membre du FEM et orateur à Davos (où il a notamment fait passer son concept de « philanthro-capitalisme »). Tout cela pourrait sembler, aux yeux de certains, peu crédible et même suspect.

6. Digitalisation de l'économie

Au niveau économique, le tour de passe-passe qui apparaît en filigrane est le suivant :

- Digitaliser toutes les activités économiques qui peuvent l'être, au profit des GAFAM et des autres multinationales du FEM.

Exemple : alimentation « *food tech* », commerces en ligne, spectacles et films en ligne, universités en ligne, sports « *électroniques* »...

- Digitaliser la médecine en la transformant au passage en un outil de contrôle et de surveillance des gens, au profit des multinationales pharmaceutiques.

- Pousser à la faillite les activités qui ne pourraient pas être digitalisées, et dès lors devenues inutiles ou non rentables selon cette approche du tout à la pandémie.

Exemples : restaurants, petits commerces, hôtels, agences de voyages, cinémas, théâtres, salles de spectacles, universités, médecins généralistes, salles de sport...

Ce programme se rapprocherait en fait du « socialisme de marché » à la chinoise et du « capitalisme de connivence » occidental, qui consistent à tuer la petite entreprise libre et indépendante pour offrir sa dépouille aux grandes multinationales liées aux États.

Extraits :

- « Jusqu'à 86% des emplois dans les restaurants, 75% des emplois dans le commerce de détail et 59% des emplois dans le secteur du divertissement pourraient être automatisés d'ici 2035. Ces trois industries sont parmi les plus durement touchées par la pandémie et c'est dans celles-ci que l'automatisation, pour des raisons d'hygiène et de propreté, sera une nécessité qui, à son tour, accélérera encore la transition vers plus de technologie et plus de numérique. » (p.177)
- « Les fabricants de médicaments et les hôpitaux seront plus puissants et plus riches que jamais. » (p.92)
- « Davantage de soins médicaux seront dispensés à distance. Cela accélérera la tendance à des dispositifs de diagnostic plus faciles à porter et utilisables à la maison, comme des "toilettes intelligentes" capables de suivre les données de santé et d'effectuer des analyses. » (p.202)

7. La liberté : pour quoi faire ?

La liberté d'aller et venir à sa guise et de circuler serait progressivement découragée par l'instauration de la peur et des mesures autoritaires, au point que circuler deviendrait suspect (comme par exemple aujourd'hui ôter son masque en plein air...) ou carrément interdit. L'idée serait d'inciter un maximum de gens à rester à l'intérieur devant leurs écrans, de sorte qu'ils consommeraient toujours plus de numérique et de « GAFAM ».

Extraits :

- « Si les considérations de santé deviennent primordiales, nous pourrions décider qu'une séance devant un écran à la maison ne vaut pas la convivialité et le plaisir de se rendre en voiture à une réunion de famille loin de chez soi pour le week-end, mais est en fait plus sûr (le groupe familial WhatsApp n'est pas aussi amusant mais moins cher et plus écologique). Le même raisonnement s'applique à une séance devant un écran à la maison pour assister à un cours universitaire (pas aussi satisfaisant, mais moins cher et plus pratique). » (p.174 -175)
- « La pandémie laisse entrevoir un sombre avenir de surveillance étatique techno-totalitaire. Les "solutions" technologiques proposées pour contenir la pandémie feront nécessairement passer l'état de surveillance au niveau supérieur. » (p.192)

8. Au-delà du Great Reset : le transgénisme homme-machine

De façon assumée et décomplexée, l'aspect final du « Great Reset », ou de la « Quatrième révolution industrielle » (digitale), serait la fusion de l'homme avec la technologie, selon les propres déclarations de Klaus Schwab au Chicago Council on Global Affairs :

« Ce à quoi la quatrième révolution industrielle va conduire, c'est à une fusion de notre identité physique, numérique et biologique... »

Schwab évoque clairement la conquête de notre intime humanité par les technologies dans son autre livre « Shaping the Future of the Fourth Industrial Revolution – A Guide to Building a Better World ». Désormais, selon Schwab, la fusion de notre identité physique, numérique et biologique serait liée à un transhumanisme généralisé.

Ce n'est plus une théorie de la conspiration et encore moins du complotisme quand ils vous disent ouvertement ce qu'ils veulent faire...

Extraits :

- « Le fait qu'il soit maintenant beaucoup plus facile de manipuler avec précision le génome humain dans des embryons viables, signifie que nous sommes susceptibles de voir l'avènement de bébés sur mesure qui possèdent des traits particuliers ou qui sont résistants à une maladie spécifique. »
- « Ces technologies fonctionneront dans notre propre biologie et changeront notre interface avec le monde. Elles sont capables de traverser les frontières du corps et de l'esprit, d'améliorer nos capacités physiques et d'avoir un impact durable sur la vie elle-même. »
- « La capacité des nouvelles technologies à devenir partie de nous, et ces curieux mélanges de vie numérique et analogique, redéfiniront nos natures mêmes... »